Amadeo Bordiga (1899-1970)

Socialiste italien

STRUCTURE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LA RUSSIE D'AUJOURD'HUI

TROISIÈME PARTIE

**Les graves vicissitudes historiques
de la mort de Lénine à nos jours**

TRADUCTION DE L'ITALIEN
dans la tradition anonyme européenne

Articles parus en 1956 dans le journal italien
Il Programma Comunista.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Amadeo BORDIGA

STRUCTURE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LA RUSSIE D'AUJOURD'HUI.

Troisième partie : “Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours”.

Texte original paru dans *Il programma comunista*, Milan, 1976, pp. 481-501, paragraphes 13 à 47.

Traduction de l'Italien achevée le 22 décembre 2008.

Textes publiés avec l'autorisation des traducteurs qui préfèrent publier dans la tradition des traducteurs anonymes européens.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 22 décembre à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui (1976)

Troisième partie :
“Les graves vicissitudes historiques
de la mort de Lénine à nos jours.”

13. [La troisième étape](#)
14. [Industrie et agriculture](#)
15. [Le dédoublement russe](#)
16. [Le conflit avec les koulaks](#)
17. [L'exposé de Trotski](#)
18. [L'étape de la « collectivisation »](#)
19. [Irrésistible afflux vers les kolkhozes](#)

20. [Structure du kolkhoze](#)
21. [Les catégories économiques](#)
22. [Perspective agricole russe](#)
23. [Le kolkhoze selon Trotski](#)
24. [La fausse collectivisation](#)
25. [Revanche de l'égoïsme rural](#)
26. [Le pire des compromis](#)
27. [Origine de la forme-kolkhoze](#)
28. [Les droits du kolkhozien](#)
29. [Ce qui revient au kolkhozien](#)

30. [Rapport entre kolkhozes et Etat](#)
31. [Maigre bilan agricole russe](#)
32. [La composition sociale](#)
33. [Dotation en terres agricoles](#)
34. [La production de céréales](#)
35. [Poids du système kolkhozien](#)
36. [Les deux faces du kolkhoze](#)
37. [La tragédie du cheptel](#)
38. [La revue des chiffres](#)
39. [Courbe démographique russe](#)

40. [Natalité et population](#)
41. [La mort recule](#)

- 42. [L'accroissement démographique](#)
- 43. [Densité de population](#)
- 44. [L'urbanisation](#)
- 45. [La population active](#)
- 46. [Secteurs économiques](#)
- 47. [La traditionnelle morsure du serpent](#)

Structure économique et sociale
de la Russie d'aujourd'hui (1955)

Partie III

Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

[Retour à la table des matières](#)

Texte original paru dans *Il programma comunista*, Milan, 1976, pp. 481-501, paragraphes 13 à 47.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

13.

La troisième étape

[Retour à la table des matières](#)

La *troisième* étape de la chronologie que nous avons proposée plus haut va de 1926 à 1929 ; elle suit la *première*, celle de la guerre civile et du communisme de guerre (de 1917 à 1920), et la *seconde*, celle de la restauration économique et de la N. E. P. (de 1921 à 1925). Cette troisième étape est désignée comme celle de « l'industrialisation » et précède la *quatrième*, celle de la prétendue « collectivisation de l'agriculture ». C'est au cours de la troisième étape qu'est menée dans les campagnes la lutte contre les koulaks, dite « élimination des koulaks en tant que classe », et que se prépare la politique économique des *plans quinquennaux*. A tout ceci sera donné le nom officiel d' « édification de la société socialiste ».

Nous avons déjà expliqué que nous admettions ces dénominations pour leur contenu chronologique et pour fixer les idées au sujet de la succession des événements, mais en même temps nous devons en donner la critique radicale, comme de toutes, de leurs graves inexactitudes, voire de leur contresens théorique.

Dans la période qui s'achève à la mort de Lénine (c'est là aussi une donnée historique et pas encore une explication) on donne aux procès sociaux leur nom marxiste rigoureux. Dans cette période toutefois, comme nous l'avons amplement exposé, les divergences d'interprétation ne manquent pas au sein du parti communiste. Mais, au cours de la troisième étape, elles deviennent si profondes qu'un examen attentif laisse voir une position marxiste révolutionnaire se dissocier nettement d'une position anti-marxiste qui s'achemine toujours plus dangereusement vers le reniement du communisme. Jusque là, Trotski a raison quand il dit que la

lutte des tendances exprimait un antagonisme de classe plongeant ses racines dans le sous-sol social et quand il explique pour sa part pourquoi il n'y eut pas de lutte armée pour le pouvoir politique. « La signification politique de la lutte en cours s'obscurcissait pour beaucoup du fait que les dirigeants des trois tendances – la droite, le centre et la gauche – appartenaient à un seul état-major, celui du Kremlin, le Bureau politique : *les esprits superficiels croyaient à des rivalités personnelles, à la lutte pour la « succession » de Lénine* » ¹.

Ailleurs, Trotski parle même d'une phase de « lune de miel » au sein de la première « troïka » qui se forma à la mort de Lénine. Staline, Trotski et Zinoviev travaillaient dans un esprit d'amitié et de cordialité. Et dans des pages mémorables, il pulvérise l'explication stupide de la haine inextinguible régnant entre lui et Staline et élevée au rang de cause historique, ou bien celle du motif antisémite de la persécution subie par lui, Zinoviev et Kamenev. Dans le marais de la politicaïlle mondiale règne encore cette doctrine qui substitue au rôle du déterminisme marxiste les ferments de la Haine venue, immuable, du fin fond des générations et des millénaires.

Nous, gauche italienne, rappelons, comme à maintes reprises, l'épisode significatif du sourire incrédule de vieux camarades bolcheviks expérimentés lorsque, en mars 1926, sous l'impression encore vive de la lutte déchirante que Zinoviev et Kamenev, plus que Staline lui-même, menèrent contre Trotski à partir de 1924, nous leur disions que les « fractions » Trotski et Zinoviev étaient une seule et même chose, ce qui se réalisa historiquement dès l'Exécutif élargi suivant, en décembre 1926. L'acuité de notre vision historique était ici moins en cause que le simple fait que, dans une atmosphère déjà empuantie par les tracasseries policières, les marxistes de gauche italiens, étrillés dans tous les congrès mondiaux, étaient les seuls à qui on pouvait confier sans danger de dangereux secrets. Cette opinion fut même exprimée par le citoyen Staline à l'Exécutif élargi de février-mars sous forme d'une comparaison entre représentants de l'opposition internationale.

Trotski, Zinoviev, Kamenev et nous, moins illustres, étions solidement retranchés du côté marxiste de la barricade, les positions de Staline et de sa suite se

---

¹ L. Trotski, *La révolution trahie*, in : *De la révolution*, éditions de Minuit, 1963, p. 507. Soulignement de Bordiga.

trouvant de l'autre côté. Nous avons voulu pousser l'analyse sociale marxiste jusqu'à affirmer que Boukharine lui-même, Rykov, Tomski, quoi qu'il en soit de la ronde stupide des noms, se situaient potentiellement sur le même terrain. Les noms n'expliquent rien et cela devient un casse-tête lorsque Boukharine, dans la troisième étape, celle de la « destruction du koulak », est jeté par dessus bord en tant qu'économiste, qu'on adopte contre la « droite » les propositions de la « gauche » et que malgré tout, après que Zinoviev a été limogé de la présidence de l'Internationale, le même Boukharine y accède et l'occupe jusqu'en 1929 ! Puis, sous le pontificat de Boukharine, Trotski est expulsé de l'Internationale et du Parti. La mort et l'histoire les réunira tous ainsi que nous, les inconnus et les vivants.

De la querelle des « tendances » revenons-en donc aux rapports de production, qui nous disent quelque chose à nous marxistes, en couvrant le vacarme des noms les plus illustres.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

14.

Industrie et agriculture

[Retour à la table des matières](#)

Lénine avait bien établi qu'étant dans l'obligation d'accepter la prédominance dans les campagnes de la petite production mercantile et après que les mesures de la N.E.P. ont donné libre cours au commerce privé des denrées, on laissait s'y développer inévitablement, de ce fait, une accumulation de capital ; ceci était inhérent à la formule de l'accession à l'étape suivante : le capitalisme privé.

Tout le problème reposait sur le « déphasage » historique entre l'industrie et l'agriculture. L'industrie moderne se caractérise par la réunion de masses énormes d'instruments de production (capital) en une seule main. Il est d'ailleurs secondaire – c'est l'A B C – que la main soit celle d'une personne physique ou qu'on passe à des firmes collectives, des *trusts* et à l'Etat. Mais il s'agit là d'une *forme de propriété* qui découle d'une mutation de la nature des *forces productives*. Les nouvelles forces productives qui ont vu le jour dans le secteur des produits manufacturés (elles sont encore dormantes, et pour longtemps, dans celui des denrées alimentaires et assimilées) sont les suivantes : a) le travail simultané et associé de masses nombreuses d'ouvriers manufacturiers ; b) la division technique du travail, à savoir l'entraînement et l'expérience acquis par les ouvriers dans la maîtrise de la nouvelle organisation et dans leur culture technique ; c) l'utilisation, qui, par nature, est sociale, universelle et non privée ou nationale, des découvertes scientifiques et de leurs applications techniques. L'accumulation de capital, sur la base

du mécanisme monétaire, est l'effet et la manifestation de cette révolution, non sa cause sociale.

Dans l'agriculture russe (et, dans une mesure différente et moindre dans tous les pays à développement industriel avancé), le capital n'a pratiquement pas fait son apparition dans les campagnes pour les raisons suivantes : a) le travailleur agit dans le cadre familial et à l'écart de ses semblables sur le plan social ; b) tous les paysans savent faire les mêmes choses et ont la même expérience et la même culture limitées ; c) la société humaine n'a pas fait naître systématiquement, à partir des conquêtes scientifiques, une nouvelle technologie agricole qui remplacerait l'ancienne, plurimillénaire.

Or, là où le capital ne s'est jamais *manifesté*, la perspective du socialisme, mode de production supérieur, fondé sur des rapports originaux, non mercantiles et non salariaux, est lointaine.

Or, l'existence dans les campagnes de grandes propriétés terriennes n'est pas et ne remplace nullement la pénétration du capital dans les campagnes. L'éclatement révolutionnaire de ces unités de propriété n'a créé, et ne pouvait créer, aucune condition comparable aux trois régnant dans l'industrie manufacturière : travail associé, capacité des hommes à le diriger, révolution technologique.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

15.

Le dédoublement russe

[Retour à la table des matières](#)

Avant la révolution, existaient déjà en Russie les trois conditions de l'industrie et une importante accumulation capitaliste (nous avons suffisamment montré qu'au début, elle avait présenté des formes étatiques). L'objectif fut de retrouver le niveau quantitatif de 1917 puis de le dépasser. Kerenski, comme nous disons toujours, en aurait fait autant et aurait opté, lui aussi, pour *l'émulation* entre capitalismes.

Quelques marxistes (dont Boukharine) se demandèrent, tandis qu'on procédait à la nouvelle accumulation de capital industriel entre les mains de l'Etat ouvrier, et que Lénine lui-même avait relevé la nécessité de faire pénétrer le capital industriel en Russie au moyen des concessions (que les staliniens, « léninistes assermentés », évoquèrent les années suivantes, avec un mépris si affiché ; et la participation à la guerre de 1939-45 ne fut-elle pas une « concession » colossale de force humaine au capital mondial ?) si on n'assistait pas là à l'entrée du capital dans les campagnes (avec les trois *conditions* physiques précitées) à « pas de tortue ». Et ils demandèrent s'il était plus rapide d'injecter du capital d'Etat (d'abord nécessaire, dans la vision de Boukharine, pour la guerre anticapitaliste) dans les campagnes ou bien d'y laisser spontanément germer le capital privé.

Il est logique qu'un tel processus devait favoriser - comme dans toute phase initiale de l'économie capitaliste - la montée des prix des denrées agricoles bien

que ceci fût en contradiction avec l'exigence de *surindustrialisation* soutenue par la gauche de Trotski-Zinoviev contre le Centre, avant d'être embrassée par ce dernier, suivant la typique « versatilité des consignes », caractéristique du plus infâme opportunisme.

Boukharine *désirait-il* que la bourgeoisie privée envahît la ville à partir de la campagne, comme affectent de le croire, à lire certains passages, des représentants de la gauche et de l'ultra-gauche ? Certes pas, il cherchait seulement, en l'absence de révolution mondiale, le moins long chemin ; et son erreur n'était pas là, en économie, mais précisément, hélas, dans son appréciation de la politique internationale.

Pour une description du tableau des tendances en 1927, nous renvoyons le lecteur à l'étude du camarade Vercesi et au document qui y est cité, dans lequel le Comité central stalinien caractérisait ses opposants, groupe par groupe ². La suite de la manoeuvre est connue : bloc complet avec la droite contre la gauche, puis rupture avec la droite et adhésion apparente aux propositions de la gauche : industrialisation, écrasement du koulak en tant que représentant du capitalisme privé dans l'agriculture. Vol d'idées, avec voie de fait.

La phase suivante montrera que la solution du centre - le *kolkhoze* - représente la voie la plus rétrograde par rapport au but socialiste de la lutte : surmonter l'étroitesse paysanne dont on peut écrire l'équation marxiste : *soudure de l'institution familiale et de l'unité de production*, formule infra-bourgeoise.

---

² Cf. Vercesi (Ottorino Perrone), La tattica del Comintern dal 1926 al 1940, in *Prometeo*, série I, n°2, p. 91 et sq.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

16.

Le conflit avec les koulaks

[Retour à la table des matières](#)

La substitution inévitable du commerce à la réquisition des denrées, en particulier du blé, se manifeste par un premier phénomène d'accumulation : celle du blé lui-même, redevenu fatalement un *article de commerce*. Les *nepmen* accumulent des espèces d'une part, du blé d'autre part, en achetant celui des paysans pauvres à qui la révolution a donné un peu de terre mais qui ne peuvent la cultiver *pour leur propre compte* parce qu'ils n'ont pas d'argent pour se procurer un minimum d'outils et de stocks (tragédie de toutes les réformes agraires qui distribuent des lots de terre). L'Etat ouvrier a dû assister, impuissant, à la formation, dans les campagnes, de formes d'affermage et de salariat. Bien sûr, « en droit » la propriété foncière ne se reconstitue pas, mais la fumeuse « jouissance égale » des populistes devient jouissance *inéga*le : les petits paysans abandonnent leurs terres à la gestion du capitaliste rural pour une poignée de sous ou de blé à manger et deviennent ensuite ses journaliers.

Tous accusent Boukharine : tu veux tolérer le koulak, *l'intégrer pacifiquement* dans le socialisme, tu veux étouffer la lutte de classe entre le koulak et les paysans dépourvus de capital. C'est faux, quand bien même l'accusation serait venue de gauche et en admettant que Staline (toujours les noms, excusez-nous !) ait pris une voie que Boukharine avait d'abord indiquée lorsqu'il soutint que la lutte de classe entre paysans, Etat ouvrier et classe prolétarienne urbaine avait pris fin.

La thèse marxiste de Boukharine était tout autre : en 1918, une première forme de lutte de classe, indiquée par Lénine, s'est déroulée dans les campagnes, la spoliation des féodaux et des grands propriétaires bourgeois avec le renversement des pouvoirs périphériques d'avant Octobre. La nouvelle lutte de classe ne doit pas singer l'ancienne, c'est à dire dresser les paysans contre les koulaks dans le but de partager aussi, comme la terre auparavant, le capital agraire, voire le blé et l'argent (c'est bien ce qui arriva avec Staline et le kolkhoze malgré la très ferme condamnation de Trotski et de toute la gauche), mais doit céder la place à l'authentique, large et moderne lutte de classe rurale du salariat contre l'entrepreneur agricole capitaliste, pour la *socialisation du capital agricole*, laquelle n'est accessible que dans une étape postérieure (aujourd'hui, en 1956, on est loin ne serait-ce que de *l'étatisation* de celui-ci !). C'était là l'objectif des représentants de la gauche et de l'ultra-gauche (Sopranov, Smirnov) qui voulaient parvenir directement à l'exploitation agricole collective, à l'agriculture industrielle gérée par l'Etat ouvrier, ce qui rejoignait en théorie les directives de Lénine mais pêchait dans l'analyse de l'évolution réelle des campagnes russes.

Au contraire, le fameux virage à gauche de Staline, avec sa consigne d'anéantir le koulak, mena précisément à l'exaspération de l'individualisme rural, dans une direction opposée à celle d'un bond vers le socialisme dans les campagnes.

Le XVe congrès du parti (décembre 1927) qui condamna l'opposition de gauche en expulsant Trotski et Zinoviev, mais non pas Boukharine, décida, suivant le nouveau *Cours* stalinien, « de développer l'offensive contre les koulaks et de prendre une série de mesures tendant à limiter le capitalisme dans les campagnes et à orienter les exploitations paysannes vers le socialisme ». En même temps, on décidait d'élaborer le premier plan quinquennal. Toutefois, toujours selon ce texte ignoble, « les koulaks savaient qu'ils avaient, en la personne de Trotski, Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Rykov et autres, des défenseurs et des intercesseurs... ».

Les koulaks donc « refusaient de vendre à l'Etat soviétique les forts excédents de blé qu'ils avaient accumulés ; ils recouraient à la terreur (...), incendiaient les kolkhozes [?] et les dépôts publics de blé ».

« Le parti et le gouvernement prirent une série de mesures exceptionnelles, confisquant le blé dissimulé ou refusé aux autorités. D'autre part, les paysans

pauvres se virent accorder quelques avantages en vertu desquels ils pouvaient disposer de 25% du blé confisqué aux koulaks (...). Les paysans moyens et pauvres se joignirent à la lutte décisive contre les koulaks... ».

Staline découvre alors que le groupe Boukharine incite les koulaks à la résistance et qu'il dénonce « la dégradation de l'agriculture ». En 1928, Staline accuse la droite de représenter un péril aussi mortel que la gauche ; en avril 1929, à la XVIe conférence qui approuve le premier plan quinquennal et « repousse la version minimale des capitulards de droite », il la dénonce comme « anti-marxiste ». Dans cette monstrueuse contrefaçon, dictée aux « historiens » par le stalinisme, les véritables agents de la ruine de la révolution bolchevique fabriquent de toutes pièces une construction, que personne n'aurait cru aussi friable, par laquelle ils accusent les opposants de trahison et se présentent eux-mêmes, malgré l'incroyable série de leurs contorsions, comme les sauveurs du socialisme !

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

17.

L'exposé de Trotski

[Retour à la table des matières](#)

La phase de la lutte contre les koulaks ne saurait être mieux présentée que dans les termes mêmes de Trotski, non tant à cause de ses indiscutables qualités personnelles, y compris celle d'historien rigoureux, que parce qu'il fut de ceux qui, contre Boukharine et Staline (au stade initial de la polémique), proposait une politique de lutte anti-koulak.

« La population apprit avec stupeur le 15 février 1928, par un éditorial de la « Pravda », que les campagnes n'avaient nullement l'aspect sous lequel les autorités les avaient dépeintes jusqu'à ce moment, mais ressemblaient fort au tableau qu'en avait tracé l'opposition [de gauche] exclue par le congrès. La presse qui, la veille, niait littéralement l'existence du koulak le découvrait aujourd'hui, sur un signal d'en haut, non seulement dans les villages, mais encore dans le parti. »

« Pour nourrir les villes, il fallait d'urgence prendre au koulak le pain quotidien. On ne le pouvait que par la force. L'expropriation des réserves de céréales, et pas seulement chez le koulak, mais aussi chez le paysan moyen fut qualifiée de « mesure extraordinaire dans le langage officiel ». Mais les campagnes ne crurent pas aux bonnes paroles et elles avaient raison. La réquisition forcée du blé ôtait aux cultivateurs aisés toute envie d'étendre les ensemencements. Le journalier agricole et le cultivateur pauvre se trouvaient sans travail. L'agriculture était, une nouvelle fois, dans *l'impasse*... ».

« Staline et Molotov, continuant à attribuer la première place aux cultures parcellaires [comme ils l'avaient fait en polémiquant avec la gauche] commencèrent à souligner la nécessité d'élargir rapidement les exploitations agricoles de l'Etat, les sovkhozes, et les exploitations collectives des paysans, les kolkhozes. Mais comme la pénurie de vivres ne permettait pas de renoncer aux expéditions militaires dans les campagnes, le programme de relèvement des cultures parcellaires se trouva suspendu dans le vide (...). Les « *mesures extraordinaires* » provisoires, adoptées pour prendre le blé, donnèrent naissance, sans que l'on s'y attendît, à un programme de « liquidation des koulaks en tant que classe ». Les mandements contradictoires, plus abondants que les rations de pain, mirent en évidence l'absence de tout programme agraire, non pour cinq ans, mais pour cinq mois » ³.

L'argumentation de Trotski sur la question agraire nous amène ici au seuil de la quatrième étape, celle dite de la « collectivisation ». Il faut noter que Trotski n'est pas favorable à la politique de tolérance à l'égard du capitalisme rural, dont il accuse Boukharine, pas plus qu'à celle de protection de l'exploitation parcellaire dont il accuse Staline et Molotov.

Néanmoins, il critique sans appel la solution de la coopérative qu'adopta et soutint le gouvernement dans les campagnes : la formule du *kolkhoze*. Il nous faut donc revenir sur ces institutions dont nous nous sommes occupés bien des fois dans un but critique et dont nous avons traité aux réunions de Naples et de Gênes ⁴. Un résumé de l'exposé, le plus ample fait à ce jour, a été publié après la réunion de Gênes dans les numéros 15 et 16 de 1955. Dans le second (au point 23 ⁵) il s'agit, à propos de la Constitution de 1936, du statut du kolkhoze et des caractères de ce nouveau type de location agricole.

---

³ Ibid., p.467-468. Soulignements de Bordiga.

⁴ Naples (24-25 avril 1955), Gênes (6-7 août 1955) : *Les grandes questions historiques de la révolution en Russie*.

⁵ Le droit civil soviétique d'aujourd'hui.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

18.

L'étape de la « collectivisation »

[Retour à la table des matières](#)

Trotsky réfute la thèse bourgeoise selon laquelle ce tournant aurait été « le fruit de la seule violence » tout en décrivant les désastres que provoqua la « direction » exercée par l'administration stalinienne. Il reconnaît que l'apparition de cette forme nouvelle, que nous appellerons *parcellaire-collective*, a été déterminée par la structure productive et des conditions indépendantes de la volonté et de la capacité des autorités : la reprise de la production, dit-il, était une question de vie ou de mort pour les paysans, l'agriculture, l'industrie des villes et pour la société dans son ensemble.

Trotsky fait l'historique des graves erreurs de l'administration centrale au moment même où celle-ci faisait, de manière monstrueuse, l'historique des trahisons de ses critiques. A des années de distance, il importe de faire l'histoire des formes productives qui se succédèrent effectivement. La prétendue collectivisation fut un tournant imposé par la nécessité, mais son cours initial causa d'abord la ruine, que décrit Trotsky, avant une systématisation qui, c'est connu, n'a pas, aujourd'hui encore, amené la production des campagnes à un niveau satisfaisant ni même décidément plus élevé que celui du départ, avant la révolution.

De fait, il se produit pendant les années de la « collectivisation » une chute effrayante de la production céréalière et une véritable hécatombe dans le cheptel qui

donnent lieu, dans les années 1932-33, à la fameuse « famine de Staline » dont la polémique trotskiste évalue le nombre de victimes humaines de quatre à dix millions de morts, sans tenir compte de la diffusion d'épidémies et de maladies chroniques au sein de la population russe.

Voici les données que les statistiques officielles n'ont pu occulter : nous avons déjà dit que, dans la période de la révolution et de la guerre civile, la récolte chuta à 503 millions de quintaux de céréales seulement, contre les 800 de l'avant-guerre (1913). Durant la N.E.P. il fut possible de l'augmenter à nouveau ainsi que pendant la troisième étape (l'industrialisation) qui préparait, au fil des luttes internes du parti, la guerre aux koulaks lancée à plein régime en 1929. En 1930, on en était à 835 millions de quintaux ; les deux années suivantes (les kolkhozes ayant remplacé les exploitations privées les plus petites et celles des koulaks) on tomba à 700 millions seulement ! Moins que sous le tsar avec une population plus nombreuse. Les deux premières années de la collectivisation (c'est toujours Trotski qui parle), la production de sucre (qui était déjà monopolisée avant la révolution) chuta à moins de la moitié. Quant au bétail, il fut ravagé entre 1929 et 1934. Le nombre des chevaux tomba à 45 %, des bovins à 60, des ovins à 34 et des porcs à 45. Nous verrons qu'aujourd'hui encore cette crise effroyable n'a pas du tout été surmontée.

Selon Trotski, ce gâchis de forces productives est dû aux grossières erreurs de la direction centrale, mais la supériorité de la forme kolkhozienne sur la forme parcellaire libre ainsi que sur celle défendue par Boukharine de la libre industrie agricole privée, reste entière. On ne saurait expliquer autrement, pense-t-il, que le seul pouvoir envahissant d'un organisme administratif formé de gens incompetents (avec la fameuse bureaucratie, il est servi) soit à l'origine de cette progression : dans les dix premières années après 1918, seul 1 % des familles paysannes avait intégré les coopératives. En 1929, on passa de 1,7 à 3,9 %, en 1930 à 23,6, en 1931 à 52,7 et en 1932 à 61,5. Aujourd'hui, nous savons que les exploitations libres sont déclarées inexistantes ou peu s'en faut.

Mais si tout s'est joué entre les plus petites exploitations libres traditionnelles et les regroupements « kolkhoziens », quelles familles et quels paysans constituaient la masse réduite à la dépendance à l'égard des koulaks et que la collectivisation aurait libérée ?

Il faut penser sans aucun doute que le déplacement de la toute petite paysannerie en direction de la forme coopérative (définie comme collectivisation) se fit dans une certaine mesure (qui fut considérable après la N.E.P., si la fraction du blé tombée aux mains des koulaks était si grande qu'on dut mener une sorte de guerre sociale pour la lui arracher) sous l'effet de l'expansion du type 3 de Lénine : le capitalisme agricole privé.

A partir de là, Boukharine voulait qu'on s'élève au capitalisme d'Etat. Où est-on parvenu avec la forme-kolkhoze que Staline trouvait avantageuse (il la place absurdement au niveau 5, celui du socialisme) et que Trotski aussi, jugeait en principe supérieure tant à la très petite culture qu'à l'entreprise agricole privée ? Avant de répondre, rappelons de quoi dépendit, selon Trotski, le bilan initial désastreux de la nouvelle forme.

Les paysans, exaspérés par les rumeurs de confiscation du bétail par l'Etat, s'appliquèrent à le massacrer pour en tirer de la viande et du cuir. « A la veille d'entrer dans le kolkhoze, ils se débarrassaient » - d'après un rapport au Comité Central du stalinien Andreev – « dans un grossier esprit de lucre, de leur outillage, du bétail et même des semences ». « A 25 millions de foyers paysans isolés et égoïstes qui, hier encore, étaient les seuls moteurs de l'agriculture - faibles, comme la rosse du moujik, mais des moteurs tout de même - la bureaucratie tenta de substituer, d'un seul geste, le commandement des deux cent mille conseils d'administration de kolkhozes, dépourvus de moyens techniques, de connaissances agronomiques et d'appui parmi les ruraux eux-mêmes » ⁶.

La citation de Trotski est vigoureuse, mais la *bureaucratie* pouvait-elle, dans ces circonstances sociales, ne pas exister ou bien se comporter de manière diamétralement différente ?

---

⁶ Ibid., p.469-470.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

19.

Irrésistible afflux vers les kolkhozes

[Retour à la table des matières](#)

En ce qui nous concerne, nous ne voyons pas que la force qui poussa le paysan vers le kolkhoze consiste en un dépassement de son égocentrisme (chose absurde à exiger de décrets étatiques aussi bien que d'un sentiment du péril général - ou alors, pour une part seulement, de la mise en avant de périls *nationaux* - et qu'on pouvait attendre, au contraire, du « procédé-Boukharine » de transformation du paysan en pur ouvrier agricole) mais plutôt en un rapport dialectique qui s'établit entre la paysannerie ou toute autre couche petite-bourgeoise et le puissant Etat central. Le paysan parcellaire a l'Etat en horreur tant que celui-ci lui fait payer des impôts, mais il est fortement séduit quand se profilent, exemples concrets à l'appui, l'offre de subventions administratives ou l'occasion de rafler les « sous du gouvernement ».

Le paysan déjà spolié par le koulak et réduit à une pauvreté presque totale fut séduit par la certitude qu'au sein du kolkhoze - outre qu'on lui paierait son travail sur les terres collectives à un tarif au moins aussi élevé que celui du koulak - on lui ferait cadeau d'un petit terrain, de bêtes, d'outils et de semences. Il se hâta de tout vendre avant d'adhérer (selon Staline et comme le mentionnent le Précis ⁷

---

⁷ Il s'agit vraisemblablement d'un quelconque manuel stalinien.

ainsi que Trotski) non plus par groupes isolés mais par villages, groupes de villages et parfois par arrondissements.

Le déterminisme engendre chez le producteur parcellaire une psychologie imitative, conséquence logique de l'instinct de conservation. Les ruraux, écrasés depuis des siècles par les féodaux et, depuis des années, par les koulaks, se précipitèrent dans les kolkhozes comme un troupeau à la suite de leurs chefs. Comme ils étaient des hommes et non des moutons et que la révolution avait élargi, par une suite logique d'événements, le domaine de l'échange mercantile et de la circulation monétaire, ils vendirent (ou mangèrent) avant de rentrer quelques bêtes à quatre pattes qui leur restaient.

Avec l'argent, ils pouvaient peut-être espérer se voir attribuer par un administrateur des kolkhozes un meilleur lopin. Les couches petites-bourgeoises n'ont pas d'autre idéal et Trotski nous permettra de dire que ces vilaines choses n'ont pas été inventées par le sinistre Joseph Staline ; lui-même, parmi tant d'autres matériaux, nous l'enseigne.

Mais qu'ont donc à voir ces accueillants kolkhozes avec le collectivisme et le socialisme ? Boukharine savait autant que Marx et nous quelle évolution annonce l'entreprise capitaliste rurale. Et le kolkhoze, quelle évolution annonce-t-il ? Le socialisme se trouve-t-il sur sa trajectoire ? Nous le déduirons du statut des kolkhozes, non sans demander encore au grand esprit de Trotski une touche au tableau de désordre et d'écoeuvante improvisation : « Le statut même des kolkhozes qui tentait de lier l'intérêt individuel du paysan à l'intérêt collectif ne fut publié qu'après que les campagnes aient été cruellement ravagées » ⁸.

---

⁸ Op. cit. p.470.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

20.

Structure du kolkhoze

[Retour à la table des matières](#)

Le kolkhozien est une figure double et le kolkhoze est une institution économique complexe. La terre dont il dispose, qui, en théorie, reste propriété d'Etat se divise en deux parts. La plus vaste constitue le domaine unitaire de l'entreprise-kolkhoze et dispose de son propre capital d'exploitation qui, à l'origine, n'a pas été formé par l'apport des petites réserves monétaires du paysan, mais grâce à l'expropriation de paysans riches ou bien à l'intervention de l'Etat. En outre, le capital-machines est fourni par les *stations étatiques de machines et de tracteurs*, propriété directe de l'Etat qui, au début, les offre gratuitement en même temps que la main-d'oeuvre des conducteurs et les combustibles ; plus tard, quand les kolkhozes se remplirent les poches, en dépit de la stupidité des administrateurs et des agronomes, il en tirera un loyer convenable.

Toutes ces subventions et avances de capital, dans une économie manufacturière et salariale, sont manifestement une fraction du prélèvement social-étatique de survalueur réalisé sur le dos du prolétariat industriel et sont en relation avec le bas niveau de vie dans les villes où, dans la période de *collectivisation* de la campagne, on dut revenir au rationnement des vivres et où, aujourd'hui encore, les ouvriers d'usine supportent de dures privations.

Après avoir reçu en dotation la terre et le capital, payé à l'Etat une certaine rente sous forme d'impôts sur la terre et un certain intérêt pour le capital de gestion fourni, le kolkhoze s'approprie la force de travail de ses membres et la leur paie. Si le kolkhoze occupait la *totalité* du temps de travail des coopérants, on passerait alors à la forme *sovkhoze* ou à l'entreprise d'Etat ; les travailleurs seraient des salariés et, sur le plan économique, l'entreprise serait l'équivalent d'une quelconque unité de production étatisée. Elle aurait un bilan d'actifs, élément du bilan d'Etat *écrit*, dirait Trotski, en unités monétaires, et n'aurait pas besoin de payer des impôts fonciers ou quoi que ce soit de ce genre.

Dans le sovkhoze, *toute* la terre dont il dispose (il semble qu'à partir du XX^e congrès les potagers individuels-familiaux soient également venus abâtardir les sovkhozes) est gérée de manière unitaire ; le travailleur y est, comme dans les usines, un pur *non-possédant* et, en référence à la formule équivoque de la « jouissance »⁹, un *non-jouisseur*. C'est là l'unique condition sociale dont on puisse partir pour en finir avec *l'étroitesse*, pour que vive le *socialisme* et que disparaissent toutes les autres scories et oripeaux esclavagistes du capitalisme d'Etat, industriel ou agricole : la forme d'entreprise, salariale et mercantile.

Dans le kolkhoze, donc, l'autre partie de la terre, celle qui n'est pas gérée de manière unitaire afin d'en retirer des produits qui demeurent la propriété du kolkhoze lui-même en tant qu'entreprise, est divisée en petits lots dont chacun revient à une famille kolkhozienne.

Ici réapparaît intégralement la chétive gestion familiale et, en substance, la petite propriété paysanne, sans toutefois que celle-ci soit aliénable.

D'après la constitution de 1936 et le statut-type de *l'artel*, c'est à dire du kolkhoze, tels sont les droits de la famille rurale affiliée, même *spontanément*, au kolkhoze. La spontanéité s'explique de manière totalement « déterministe » : Il s'agit de se partager la dépouille du prolétariat révolutionnaire de l'industrie. Il s'agit du misérable expédient dont sont réduites à vivre toutes les malheureuses et pusillanimes classes moyennes du monde moderne : l'aumône de l'Etat capitaliste dans les affres de l'urgence.

---

⁹ Voir le résumé déjà cité dans le n° 16/1955 de *Il programma comunista*.

Juridiquement la terre, même celle du kolkhoze, est propriété de l'Etat, mais le kolkhoze en a la jouissance gratuite et perpétuelle.

Sont ensuite propriété sociale (ou *socialiste* au dire de la Constitution) du kolkhoze l'entreprise elle-même avec ses stocks morts ou vifs ainsi que les biens sociaux immeubles (bâtiments ruraux). Donc la propriété qu'on nous présente comme « kolkhozienne-socialiste » a pour objet un capital d'entreprise et s'étend, comme dans toute forme capitaliste classique au sens de Marx, aux « produits fournis par le kolkhoze ». Si l'Etat en veut, il doit les acheter. Si les kolkhoziens en veulent, ils doivent les acheter. Le kolkhoze est un capitaliste collectif, mais un capitaliste dont le capital appartient aux travailleurs et aux employés. Quand il y a gain, profit d'entreprise, ou bien il est investi en vue d'améliorer les cultures et les équipements, ou bien il est partagé entre les coopérateurs. Cet « idéal » fort ancien inspire aussi bien les naïfs écrits de Mazzini que les colossales escroqueries de la moderne ploutocratie d'Amérique.

Ce que le kolkhoze a d'original et, de loin, de plus réactionnaire est son second aspect, parcellaire et familial.

Chaque famille appartenant à un kolkhoze « a en jouissance personnelle » un lopin de terre *attaché* à la maison et, *en propriété personnelle, l'entreprise auxiliaire* installée sur ce lopin, la maison d'habitation, le bétail productif, les animaux de basse-cour et un petit outillage agricole.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

21.

Les catégories économiques

[Retour à la table des matières](#)

La discussion sur le kolkhoze en tant que forme économique-sociale revêt deux aspects : l'un qualitatif, l'autre quantitatif. En ce qui concerne le premier, il s'agit de voir si, selon la théorie marxiste du capital et de la terre, on a affaire aux rapports caractéristiques du mode de production socialiste ou du mode bourgeois ou bien de modes encore plus anciens que ce dernier, même s'ils subsistent dans des Etats de droit bourgeois.

Donnons la priorité au côté qualitatif. Sur le plan quantitatif, signalons que le résultat productif qu'a obtenu la campagne russe avec le type kolkhozien constitue un argument a posteriori ; désormais les faits historiques démontrent que le problème est résolu dans un sens négatif. L'Etat capitaliste russe, en menant au fouet les travailleurs de l'industrie, a investi un capital colossal dans les campagnes : le rendement de ce capital a été inférieur à celui qu'aurait obtenu une économie agricole d'entreprise privée (vallée du Pô, Californie et beaucoup d'autres pays bourgeois). S'il s'agissait de socialisme, que deviendrait notre thèse marxiste sur l'incapacité du système capitaliste à dynamiser l'économie agricole ?

Devant cette faillite gigantesque, ce que consomme en flemmardant une administration publique pléthorique et ce qu'elle grappille en volant de ci de là est peu de chose ; c'est le fait d'une administration ordinaire dans le monde moderne

et dans toutes les formes historiques parvenues, de façon méritée, à la phase de décomposition.

La catégorie économique dans laquelle nous classons le kolkhoze en tant qu'unité est donc celle de compagnie privée à laquelle appartient le capital investi, constant et variable, qui achète la force de travail salariée, a l'entière disposition des marchandises produites et les écoule sur le marché en réalisant un bénéfice monétaire en cas de bilan positif. La marge ne revient pas à un groupe de personnes privées ni même à l'Etat : il revient, nous parlons toujours de l'aspect qualitatif, aux coopérateurs associés eux-mêmes, aux kolkhoziens. Compagnie capitaliste privée, donc, et coopérative.

Si le bilan est négatif et si le profit disparaît, l'Etat y pourvoit - c'est-à-dire la classe des travailleurs industriels dont les salaires sont réduits par le centre - et en un certain sens les *kolkhoziens* eux mêmes y pourvoient aussi en vertu d'une de leurs âmes, celle de salariés. En effet, on tient pour chaque travailleur kolkhozien un registre des journées et des heures effectuées dans l'année et, au moyen d'une unité appelée *trudoden* déterminée par l'administration, on lui verse, en fin d'exercice, le salaire annuel, c'est-à-dire un salaire de base auquel s'ajoute sa part de profit en bonne et due forme, qu'elle soit visible ou non.

Mais si, en qualité de travailleur payé au temps, le kolkhozien court ce type de risques, il dispose d'une réserve inconnue du salarié de l'Etat ou de l'éventuel employé d'une industrie organisée en coopérative (il n'y en a pas d'exemple systématique en Russie). Cette réserve a son origine dans la seconde figure du kolkhozien, sa seconde âme, à savoir dans sa minuscule entreprise agricole individuelle dont il est libre de consommer ou de vendre le produit afin de pourvoir à ses besoins.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

22.

Perspective agricole russe

[Retour à la table des matières](#)

Dans les pays capitalistes, le petit paysan supporte le poids de toute la société, car son économie réelle est plus défavorable que celle de l'ouvrier sans propriété et sans réserve.

Qualitativement et sur l'échelle des catégories sociales, le kolkhozien est au même niveau que le petit propriétaire cultivateur de l'Ouest, mais il en diffère sous des rapports qui sont tout à son avantage.

Son bilan familial se complète des *trudoden* des divers membres de la famille rurale et du produit de la culture familiale où tout le temps de travail est utilisé, y compris celui des vieillards et des enfants. Ce bilan, les pertes pour dettes, querelles judiciaires, hypothèques etc... étant exclues, est par définition positif

Par analogie avec la formule de Marx selon laquelle la société moderne vit aux dépens du prolétariat tandis que le prolétariat romain vivait aux dépens de la société, on peut dire que le moderne capitalisme d'Etat russe vit aussi aux dépens du prolétariat d'usine, mais qu'il fait vivre le paysan kolkhozien à ses dépens, au sens large d'une moyenne sociale.

Le kolkhozien russe, grâce à cette magnifique invention qu'est la « collectivisation agricole » tant vantée, vit aux dépens de la société et, en retour, maintient au niveau même de la petite culture traditionnelle le potentiel social de la production des denrées.

Qu'en même temps que lui vivent aux dépens de la société les complices du système, à savoir les employés de l'administration et de la politique, n'est un fait ni original ni nouveau et dont le poids n'est même pas décisif, puisqu'il est propre à toutes les sociétés économiques de l'histoire et du monde. Seules y échappent les juvéniles formes révolutionnaires.

Ceci prouve que non seulement la révolution socialiste ne vit pas dans la campagne russe, mais que la révolution capitaliste, qui a progressé à pas de géant dans les villes et dans l'industrie, n'y prospère même pas.

Cet écart est le fait de toutes les révolutions bourgeoises où le capital s'empare de la totalité du pouvoir. Mais en Russie, il n'est pas parvenu à assujettir et vaincre, même politiquement, les formes de la petite production et, malgré les colossales réalisations de l'industrie, il s'est rivé à une forme croupissante de *l'étroitesse paysanne* que redoutait et conjurait Lénine.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

23.

Le kolkhoze selon Trotski

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons parlé de l'aspect qualitatif de la structure du kolkhoze, mais avant d'aborder l'aspect quantitatif rapportons le jugement de Trotski sur la nature du kolkhoze et la figure sociale de sa population.

Notre objectif est d'établir une comparaison entre : l'agriculture russe de l'époque tsariste où existaient des formes féodales, de grande production bourgeoise, de petite production paysanne et patriarcales - celle d'après la révolution d'octobre où existaient des formes de grande et de moyenne production capitaliste (koulaks) et d'autres, inférieures - et l'actuelle où on trouve des formes de production collective-parcellaire (kolkhozes) et de grande production étatisée (sovkhozes) ; en la comparant au passage à la forme dont Boukharine faisait l'hypothèse : la grande entreprise capitaliste fermière de l'Etat. De ces différentes formes de production dérive l'appréciation de la répartition en classes sociales sur la trame des cinq points classiques de Lénine. Dans la forme de Boukharine nous aurions eu : Etat rentier de la terre (dirigé par le prolétariat urbain) - classe d'entrepreneurs agricoles capitalistes - classe de purs salariés (ouvriers agricoles).

Il ne s'agit pas d'*idéaler* le « plan » de Boukharine, d'ailleurs trop audacieux en termes de déterminisme économique, mais de démontrer que le système actuel ne vaut pas mieux que lui, qu'il est plus proche que ce dernier de « l'individualisme » agricole et, par conséquent, plus éloigné du socialisme.

Nous nous intéressons à Trotski parce qu'il estime que le système des kolkhozes, sorti vainqueur de la « liquidation » des capitalistes ruraux, *serait plus avancé* que celui de Boukharine. En effet, ceux-ci aspiraient non seulement à la possession de masses de capitaux, mais aussi à la propriété foncière sur laquelle Staline fut sur le point de lâcher en partie jusqu'en 1927, et dont jamais Boukharine ne proposa que l'Etat se dessaisît, lequel au contraire, dans son plan, aurait confisqué le capital accumulé par les koulaks ; aujourd'hui il ne peut confisquer, sans léser la population des campagnes, le capital accumulé aux dépens de la population industrielle par les kolkhoziens en petites réserves mais dont la masse totale est considérable.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

24.

La fausse collectivisation

[Retour à la table des matières](#)

Voici les graves paroles de Trotski : « Au temps où la politique à l'égard du paysan favorisait le koulak [Staline-Boukharine] on supposait que la transformation socialiste de l'agriculture sur les bases de la N.E.P., se ferait en des dizaines d'années par la coopération. Embrassant l'un après l'autre les domaines du stockage, de la vente, du crédit, la coopération devait à la fin socialiser la production ». (Remarquons qu'il s'agit là d'une traduction médiocre ; rétablissons le sens de la pensée marxiste de Trotski : une fois réalisée entre les mains des koulaks la première accumulation du capital-stocks, du capital commercial grâce au droit d'accès des produits sur le marché et du capital monétaire propre à accroître les investissements, ces capitaux accumulés auraient été accessibles, avec l'appui de l'Etat politique socialiste, aux groupes de paysans disposant de la force de travail, agissant en coopératives sur une terre d'un seul tenant et non morcelée, ce qui aurait créé les conditions d'une socialisation de l'ensemble du capital à l'oeuvre dans l'agriculture. Pour nous, il y a deux moments bien distincts : a) l'étatisation; b) la socialisation, mais nous traiterons ceci plus à fond à propos de l'industrie et en rapport, là aussi, avec l'économie de Trotski. « Le tout, poursuit Trotski, s'appelait le "*plan de coopération de Lénine*" » ¹⁰.

---

¹⁰ Ibid. p.491. Soulignement de Bordiga.

(Ce passage mérite de notre part une autre incidente : la structure à double face du kolkhoze, l'une parcellaire et l'autre unitaire, mais plus propriétaire qu'associative par rapport au travailleur hybride n'a jamais été prévue par Lénine ; c'est une des mille falsifications staliniennes d'en situer l'origine dans l'écrit de janvier 1923 sur la « coopération » que nous avons déjà étudié. Lénine parle de « primes » concédées par l'Etat soviétique aux coopératives de paysans, de facilités, crédits, privilèges, prix de faveur pour leurs produits par rapport à ceux des paysans parcellaires : il ne parle jamais de primes consistant en « jouissances » de type populiste. Il dit entre autres : « Sous ce rapport, la N.E.P. marque un progrès en ce sens qu'elle s'adapte au niveau du paysan le plus ordinaire, qu'elle ne lui demande rien au delà. Mais pour obtenir, au moyen de la N.E.P., que l'ensemble de la population prenne part aux coopératives, *il faut toute une époque historique*. En mettant les choses au mieux, nous pouvons la franchir en dix ou vingt ans » ¹¹. *Ce sont les vingt ans de Lénine* qui ont tant fait parler, vingt ans de « bons rapports avec les paysans », simple prologue à la véritable transformation socialiste internationale.)

---

¹¹ Oeuvres, Moscou, 1963, t.33, p.483. Soulignement de Bordiga.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

25.

Revanche de l'égoïsme rural

[Retour à la table des matières](#)

Laissons Trotski poursuivre en sa qualité de vigoureux historien marxiste :

« La réalité suivit, nous le savons, un chemin tout à fait différent, plutôt opposé, celui de l'expropriation par la force et de la collectivisation intégrale. Il ne fut plus question de la socialisation progressive des diverses fonctions économiques au fur et à mesure que les ressources matérielles et culturelles la rendraient possible. La collectivisation se fit comme s'il s'était agi d'établir immédiatement le régime communiste dans l'agriculture.

Ce qui eut pour conséquence, outre la destruction de plus de la moitié du cheptel, un fait plus grave encore : *l'indifférence complète des kolkhoziens* pour l'avoir socialisé et pour les résultats de leur propre travail. Le gouvernement opéra une retraite désordonnée. Les paysans eurent de nouveau des poules, des porcs, des moutons, des vaches à titre privé. Ils reçurent des parcelles voisines de leurs habitations. *Le film de la collectivisation se déroula en sens inverse.*

Par ce rétablissement des entreprises individuelles, le gouvernement acceptait un compromis, payant une sorte de *rançon aux tendances individualistes du paysan*. Les kolkhozes subsistaient ; dès lors, cette régression pouvait à première vue paraître secondaire. A la vérité, il serait difficile de surestimer sa portée. Si l'on néglige l'aristocratie du kolkhoze [Trotski veut dire ceux qui mènent une vie de privilégiés], les besoins quotidiens du paysan moyen sont pour le moment *cou-*

verts dans une mesure plus grande par son travail « pour lui-même » que par sa participation au kolkhoze. Il arrive souvent que le revenu de sa parcelle individuelle (...) soit deux ou trois fois plus élevé que son salaire dans l'entreprise collective. Ce fait, attesté par la presse soviétique, fait ressortir avec vigueur d'une part le gaspillage tout à fait barbare de la force de travail de dizaines de millions d'hommes et, plus encore de femmes, dans des cultures naines, et de l'autre le rendement très bas du travail dans les kolkhozes » ¹².

Ce que nous dirons à propos des données quantitatives tend à prouver que le rendement global reste bas, qu'on observe l'un ou l'autre visage du Janus soviétique rural et son visage paysan ressemble fort à celui, guerrier, des temples romains : la campagne est le nerf des légions impériales.

Sur le plan qualitatif, Trotski, qui avait pourtant dit que la guerre au koulak avait été imposée de manière déterministe par la nécessité de remplir le ventre de la société plus que par les oukases de Staline, rejoint notre thèse. L'âme - et l'estomac - privés de l'adhérent du kolkhoze palpitent deux ou trois fois plus que ceux du coopérateur et travailleur associé. Son évolution se fait dans un sens exactement opposé à celui qu'avait en vue Lénine, qui, au long de tout un cours historique, voulait l'arracher, corps et âme, à la vile auto-servitude de la glèbe, la pire de toutes parce qu'elle prend l'aspect du stupide instinct patronal et propriétaire. Psychologiquement, le kolkhozien est au niveau de notre paysan méridional, petit propriétaire attaché à la glèbe par des traditions séculaires - ou demain par le programme, sauf votre respect, du parti communiste italien. Notre paysan se retire, satisfait, dans le minuscule royaume de sa prison à perpétuité et déclare : *chez moi, je suis le patron* ¹³ ; je pose les pieds dans le cercle étroit de ma parcelle dont je suis maître et esclave. Je n'arrive pas à comprendre pour quelle raison j'échange dix heures passées ici à me casser les reins contre un kilo de pain, tandis qu'hors de « chez moi », au milieu de mes camarades, j'échangerais deux heures contre deux kilos.

---

¹² Ibid., p.491-492. Soulignements de Bordiga.

¹³ En dialecte dans le texte.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

26.

Le pire des compromis

[Retour à la table des matières](#)

Le compromis de Staline, dont nous pensons avoir suffisamment flétri la vantarde tapageuse selon laquelle il aurait braqué à gauche en limogeant les koulaks et substitué ainsi le « socialisme » au capitalisme dans les campagnes, est bien pire que celui de Boukharine avec les koulaks capitalistes. La supériorité de ce dernier n'était pas seulement, point central de toute cette étude, de ne pas mettre hors jeu les facteurs qui ne sont pas des *paroles*, mais des forces motrices d'une révolution non trahie. Un marxiste peut bien dire : cette forme existant dans la réalité d'aujourd'hui et qui n'est pas encore sur le point de disparaître, est du capitalisme industriel d'Etat et aussi du capitalisme agricole privé et n'a rien à voir avec la forme et l'économie socialistes. Le socialisme, pôle magnétique positif de la révolution mondiale, n'en sort ni déshonoré ni poignardé : mais quand on admet risiblement que ces formes anciennes peuvent être déclarées socialistes, c'est sans remède. La contre-révolution russe est là, tout entière.

Lénine aussi fit un compromis avec les socialistes révolutionnaires et plus largement avec le populisme paysan battu en brèche par un demi-siècle de lutte doctrinale et « terminologique ». Il reconnut que le programme antimarxiste des *S.R.* était un pont qu'il fallait franchir et il les accepta au pouvoir ! Mais peu après, l'histoire réclama leur destruction ; et il fut possible d'aller plus loin.

Le compromis « à la Lénine » est admissible quand il s'agit de démêler l'héritage historique d'une révolution bourgeoise. Le temps en est passé dans les aires historiques où il s'agit seulement de mener la révolution anti-bourgeoise comme en Europe de l'ouest. Là il s'agit de même d'écraser les partis petits-bourgeois opportunistes, plus dangereux que les partis grands-bourgeois et fascistes ; à ceci près que la voie de *l'alliance* avec eux, qu'elle soit offerte ou subie, parfaitement dénuée de tout motif économique ou social, ne mène pas à les détruire mais à être, nous communistes, détruits par eux ou bien à dégénérer jusqu'à remplir leur misérable fonction, comme cela se produisit après Lénine.

Le compromis avec les koulaks que projetait Boukharine, lui qui n'avait pas compris bien des compromis géniaux de Lénine (paix avec les Allemands, appui aux nationalités opprimées, utilisation des spécialistes bourgeois à haute rémunération, etc. ...) était un compromis *à la Lénine*. Une fois que le koulak aurait accumulé et concentré dans les campagnes le capital agricole productif, commercial et financier auparavant disséminé, il aurait été éliminé, comme il advint des *S.R.*, mais avec une utilité dix fois plus grande parce que le schéma historico-économique d'une agriculture de grande ampleur fondée sur des entreprises capitalistes privées fournit une *base* bien plus solide au socialisme que le schéma de l'usufruit privé à l'échelle de l'entreprise familiale.

Ce compromis *pouvait* s'achever comme ceux de Lénine. Le *compromis de Staline*, outre le crime d'anéantir le potentiel du mot d'ordre et de l'aspiration socialistes, commet celui de n'offrir aucune perspective de pouvoir détruire à l'avenir la forme bâtarde avec laquelle on s'est compromis : l'individualisme - et pire, le *familialisme* - rural que Lénine et Trotski maudissent comme nous.

Le kolkhoze est une forme statique, non évolutive, sinon dans le sens d'une prépondérance accrue des convoitises égoïstes et patrimoniales, où le capital de l'entreprise coopérative s'accumule non pour préparer la classique explosion de Marx mais pour mettre du beurre dans les épinards de la micro-richesse paysanne chétive et anti-sociale. Demain, l'Etat n'y trouvera pas un chef unique à prendre au collet pour socialiser la machine productive, ni, s'il le faut, une seule tête à faire tomber, mais un invertébré aux cent, aux mille ganglions vitaux, impossibles à atteindre tous.

Le compromis avec les koulaks relevait d'une logique marxiste. Le compromis avec les kolkhoziens - même sans bureaucraties profiteuses - fut la véritable capitulation de la gloire bolchevique.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

27.

Origine de la forme-kolkhoze

[Retour à la table des matières](#)

En Russie, l'exploitation en commun de la terre a des origines très lointaines dont nous avons parlé ailleurs.¹⁴ Le « mir » est une communauté de paysans serfs dans la mesure où ils doivent collectivement payer tribut en travail ou en denrées au seigneur féodal, au monarque, à l'Etat ou à des institutions religieuses. Dans le mir existe déjà la double forme d'exploitation : chaque famille a sa petite *ussadba*, le jardin potager, où se trouve *l'izba*, la maison du paysan avec ses réserves vives et mortes ; la terre commune est périodiquement partagée en lopins appelés champs, travaillés par une seule famille, sur lesquels elle pouvait cultiver et récolter en payant un tribut en argent (*obrok*) ou en travail servile sur la terre d'autrui (*bartschina*). Avec la réforme de 1861 fut admis le rachat des serfs, ce qui dès lors tendit à un lotissement stable des terres communes. Mais les paysans payèrent des prix énormes aux seigneurs, ce qui les ruina totalement, et furent réduits pour partie à l'état de salariés industriels ou de journaliers sans terre, tandis que les anciennes formes collectives survécurent partiellement et que se forma la classe des paysans riches. En 1906, la réforme plus audacieuse de Stolypine ne parvint même pas à installer un régime d'entreprises individuelles sur la totalité de la terre agricole en remplaçant la pratique ancienne du *nadiel*, ou partage pé-

---

¹⁴ Cf. Russia e rivoluzione nella teoria marxista, par. 29-33, trad. française aux éditions Spartacus, 1975.

riodique des terres collectives, par un partage en possessions stables. Mais on estime qu'à la veille de la grande guerre un quart seulement de la forme de gestion collective avait été liquidé. Après la révolution d'Octobre et malgré l'invasion anarchique des terres enlevées aux nobles et aux bourgeois, il resta encore de notables exemples d'entreprises collectives dérivées de ces formes très anciennes et qui furent les matrices des *kolkhozes* actuels.

Avant de voir quel est le rapport entre la gestion familiale et la gestion coopérative dans le *kolkhoze* actuel, réglementé par des statuts promulgués en 1925, 1930 et enfin en 1935 en relation avec la Constitution de 1936, il est bon de signaler les trois types de forme existant, dans une mesure limitée, à l'époque du communisme militaire et de la NEP : 1918-1925.

La « société de culture collective » est une forme où un groupe de cultivateurs n'apporte qu'une partie de ses terres, son travail et ses réserves tout en conservant la propriété individuelle sur le Capital apporté à des fins de répartition des produits ou bien au cas où un membre se retirerait de la société. Cette forme de travail en commun est temporaire et c'est donc la moins collectivisée et la moins stable.

La « commune agricole » doit au contraire être considérée comme la plus avancée, y compris par rapport au *kolkhoze* moderne qui a son origine dans la troisième forme ou « artel », nom de la corporation paysanne du Moyen Age qui, employé indifféremment avec celui de *kolkhoze*, désigne cette même forme actuelle dans le statut officiel.

Bien que le désistement d'un adhérent soit théoriquement possible, tout est transféré à la « commune » : terre, capital, travail, sans possibilité de jouissance individuelle. Les produits sont eux aussi communs et distribués en parts égales tandis que ce qui excède les besoins de consommation va au fonds de développement de l'entreprise. C'est ce type qui fut toujours la perspective de Lénine. Dans la commune, à l'image du *sovkhoze* moderne, on habite et on mange en commun ; non seulement toute forme de propriété est radicalement interdite mais aussi toute forme d'usage individuel de la terre et toute prestation de travail salariée. Dans le statut de 1925, il était dit que « la commune agricole a pour but d'augmenter le bien-être matériel et spirituel de ses membres grâce à : a) l'organisation et la gestion en commun assurées par les membres de l'économie agricole ; b) la distribu-

tion égalitaire de tous les produits de leur travail entre ces mêmes membres ; c) la satisfaction en commun de leurs besoins ». On peut donc dire que la forme passée de la commune agricole réalise une économie communiste complète du point de vue *interne*. Le *sovkhoze* en diffère dans la mesure où non seulement la terre mais la totalité du capital est la propriété non pas de l'association-sovkhoze mais de l'Etat central. Ce trait avancé a pour contrepartie un trait arriéré : les produits vont à l'Etat et le travailleur reçoit un salaire.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

28.

Les droits du kolkhozien

[Retour à la table des matières](#)

D'après le statut de 1935 de l'artel-kolkhoze, forme intermédiaire qui par la suite a absorbé les deux extrêmes, Communes et Sociétés de culture, rappelons quelles sont les dotations individuelles-familiales autorisées aux adhérents. Maison d'habitation (en propriété héréditaire). Un lopin allant d'un quart à un demi hectare et un hectare au maximum dans le cas des terres les moins fertiles. D'après le statut-modèle sont également propriété privée de « chaque foyer kolkhozien » les biens suivants : « trois bovins dont une vache, une truie et ses porcelets, jusqu'à dix moutons et béliers, une quantité illimitée de volaille et de lapins, et jusqu'à vingt ruches ».

Le statut indique que dans quelques régions les lois étendent ces droits. D'après un article de Pavlovski dans le n°1-2 de la revue *Culture soviétique* (1946), on parle d'une vache et trois veaux, deux truies et leurs petits, mais dans les régions à élevage très développé on arrive à 8-10 vaches, 100-105 moutons, 10 chevaux, 8 chameaux...

Nous verrons l'importance des chiffres. Du point de vue juridique, il y a quelque divergence dans les versions, ou peut-être dans les traductions. En substance, il s'agit d'un véritable droit de propriété privée sur : la maison, le petit lopin, le capital-stocks constitué par le petit outillage et les animaux. Le statut applique le terme de propriété à toutes ces dotations, en rapport parfois à la « maison kolkho-

zienne », parfois aux « membres de l'artel ». La Constitution parle de propriété individuelle pour la maison et l'entreprise installée sur le lopin, et pour ce dernier de « jouissance individuelle » ou d'« usufruit individuel ».

Mais de même que pour tout le territoire que l'Etat attribue à un kolkhoze on parle de « jouissance gratuite » sans mention de terme, c'est-à-dire perpétuelle, il faut en dire autant de la « jouissance » du kolkhozien sur son lopin. En effet la Constitution, à l'article 10, protège le droit de succession héréditaire, (qui est *perpétuel* par définition) sur les biens suivants : propriété de l'adhérent sur les produits de son travail et sur son épargne, sur la maison d'habitation et sur l'entreprise familiale auxiliaire, les objets d'usage domestique et individuel, etc....

Selon une vieille idée, « le socialisme ne détruit pas la propriété individuelle ». Mais c'est une formule stupide. La doctrine marxiste ne s'inscrit pas dans le « droit » parce que c'est la théorie du droit qui s'inscrit en elle et en est un simple chapitre. Si toutefois on pouvait donner une formule juridique de l'économie socialiste, elle s'exprimerait ainsi : la société est immédiatement propriétaire de tout produit du travail fourni par chacun de ses membres, lequel n'exerce aucun droit sur lui.

Mais même en utilisant les termes de la science courante du droit, nous affirmons la vérité de cette équation : *jouissance gratuite et perpétuelle égale pleine propriété*. C'est aussi une vérité économique et ce n'est pas qu'à nos yeux de marxistes que le droit naît de l'économie. La somme des rentes futures d'un bien dont on dispose perpétuellement, si elle est actualisée (en plein accord avec la théorie bourgeoise de l'intérêt composé), est égale à la valeur intégrale du capital placé à intérêt. Seul le calcul d'un usufruit dont le terme futur a été fixé donne un montant inférieur à celui de la valeur-capital du bien et les juristes nomment la différence : nue-propriété. Mathématiquement, cette vérité s'exprime ainsi : l'intégrale de la série infinie des intérêts futurs d'un capital, réduits à leur valeur *actuelle*, est égale au capital lui-même.

Il en ressort que toute la valeur de la terre, des stocks et autres dont l'usage illimité est offert à la famille kolkhozienne, est *propriété* et relève de *l'économie privée* ; et tout ce domaine, qu'il s'agit d'estimer, est soustrait non seulement au domaine socialiste mais aussi à celui du capitalisme d'Etat.

Il se situe même au-dessous du capitalisme privé dans la série historique des modes de production puisque y est à l'œuvre du travail non associé et non salarié (le kolkhozien fournit le travail salarié sur la terre de la coopérative) et se maintient à la hauteur du deuxième degré de Lénine : la petite économie paysanne marchande.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

29.

Ce qui revient au kolkhozien

[Retour à la table des matières](#)

Il s'agit maintenant de voir quelle est la part de travail qu'accomplit le kolkhozien en tant que travailleur associé, en dehors de son petit champ et du temps passé à s'en occuper. D'après le Statut, à son entrée dans le kolkhoze ou à la formation de celui-ci par le regroupement de nombreuses ex-entreprises individuelles, a lieu l'apport de la terre et toutes les limites entre champs privés sont effacées pour toujours, exceptée la zone que chaque unité familiale (*dvor*, selon l'appellation traditionnelle) conserve à proximité de l'habitation. Quant aux réserves que possédait auparavant chaque adhérent, de 50 à 70% de celles-ci lui sont crédités, en tant que contribution dans les registres de l'entreprise, tandis que le reste est versé à fonds perdus au capital indivisible du kolkhoze. Chaque adhérent verse une taxe d'inscription de 20 ou 40 roubles (1935) à ce fonds commun.

Tout individu apte au travail, homme ou femme, peut adhérer au kolkhoze. Le mode d'adhésion des enfants de kolkhoziens, dès l'acte de mariage ou plus tard, avec ou sans paiement d'une part, n'est pas clair ; pas plus que l'attribution à ceux-ci d'une nouvelle maison et d'un nouveau champ ; dans les dernières années, il s'en est suivi une demande urgente de maisons kolkhoziennes. Le membre du kolkhoze peut en sortir et retirer son capital personnel à l'exception du lopin de terre. Dans des cas graves existe la procédure d'expulsion.

Dans le travail en commun, tous les membres du kolkhoze sont regroupés en *brigades* d'environ 50 personnes, affectées à certains cycles de travail et spécialisées en telle ou telle technique.

La prestation individuelle de travail est mesurée en *trudoden* ou journée de travail dont la valeur varie selon la capacité technique et la productivité générale, lesquelles diffèrent également d'une exploitation à l'autre. Le « brigadier » les consigne sur des livrets individuels. Bien sûr, comme dans l'industrie russe, fonctionne le système des *primes* aux plus zélés en pourcentage des *trudoden* de l'année. Des avances annuelles, en argent ou denrées, sont admises.

Avant le décompte final des parts du kolkhoze et des travailleurs, on pourvoit aux prélèvements des tiers. A l'Etat sont dues d'importantes fractions des divers produits, du blé en premier lieu, payés à un prix officiel inférieur à celui du marché. « Ces livraisons obligatoires du kolkhoze à l'Etat constituent – aux dires de l'auteur russe cité – la plus importante forme de taxation de l'exploitation agricole paysanne ». Jusqu'à l'avant-guerre, le pourcentage de ces livraisons dans les années de bonne production était estimé de 12 à 15% de la récolte. On verse en plus à l'Etat les avances de semences et le prix des locations dans les stations de machines et de tracteurs, souvent évaluées aussi en pourcentage du produit brut. On veille ensuite aux retenues pour les stocks habituels de semences et les fonds d'assistance et de prévoyance. Puis l'assemblée du kolkhoze décide quelle sera la part du produit restant vendue sur le marché pour faire face aux frais d'exploitation. Du gain net de ces ventes obligatoires et libres est tiré le revenu monétaire. 20% environ de ce dernier va au nouvel investissement en capital. Le reste de l'argent est distribué aux associés de l'artel en proportion des *trudoden* crédités à chacun. Même la fraction en nature de la production qui n'est pas vendue est répartie de la même manière.

Ce que le kolkhozien tire donc de son travail associé revêt une forme qui relève du *salaire* pour autant que la mesure de base est le temps de travail fourni pour un type donné d'activité technique, et relève du *dividende* sur profit, celui réalisé par l'entreprise coopérative dont chacun est membre sous deux aspects : l'apport initial d'un capital-réserves et d'une quote-part souscrite ; et l'apport de temps de travail.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

30.

Rapport entre kolkhozes et État

[Retour à la table des matières](#)

Si donc, en tant que paysan parcellaire sur son *ussadba*, le kolkhozien est socialement un petit propriétaire et exploitant direct, il est en même temps, en tant qu'associé de l'artel, un travailleur salarié et un actionnaire d'entreprise percevant un profit.

Sous cette seconde forme, le kolkhoze, qui est un entrepreneur collectif, serait aussi un propriétaire foncier (ou bénéficiant d'une jouissance perpétuelle, ce qui est équivalent) si tout bonnement il ne payait pas de rente à l'Etat, maître de toute la terre agricole. Mais nous venons de voir que l'Etat perçoit de l'entreprise-kolkhoze des sommes si considérables qu'elles ont le caractère d'une forte imposition. Puisque dans les pays bourgeois les propriétaires fonciers privés paient un impôt à l'Etat, il faut dire que le kolkhoze, en plus d'être entrepreneur capitaliste collectif, est aussi propriétaire foncier collectif. Si l'impôt atteignait des valeurs très élevées, telles qu'on puisse le qualifier de rente, on pourrait dire alors que le kolkhoze est fermier de l'Etat et qu'il lui paie une rente pour la terre de propriété publique.

Mais dans le rapport entre économie paysanne, où le kolkhoze représente une banque pour la masse rurale, et l'appareil d'Etat central (si nous laissons de côté le phantasme habituel de la bureaucratie comme classe exploiteuse), nous devons

mettre en regard des charges des kolkhozes au profit de l'Etat s'ajoutant aux livraisons obligatoires, celles de l'Etat en faveur des kolkhozes, en ce qui concerne non seulement les travaux publics mais mille services : transports, énergie, presse, école, bibliothèques, d'innombrables aides d'Etat, etc. ... ; le résultat assuré est que l'Etat, dans tout ce rapport, s'il n'est pas déficitaire, est tout au plus rémunéré par un impôt à taux très modéré que le paysan associé paie pour l'ensemble de la tutelle étatique.

L'Etat, (qui était) en théorie la force politique de la classe ouvrière industrielle, *préside*, de par sa fonction, à un *transfert de valeur et de survaleur* de la classe ouvrière des villes vers la paysannerie propriétaire (deux fois propriétaire, sous forme individuelle et sous forme associationniste), tout comme l'Etat bourgeois dirige le transfert de survaleur de la classe prolétarienne vers celle des capitalistes et des propriétaires fonciers.

Un Etat inspiré par des intérêts paysans dominant ceux du prolétariat est l'allié de classe naturel des Etats capitalistes historiques du monde entier, même alors que son capital industriel semblait enfermé dans un compartiment étanche par rapport au capital financier international.

Des trois classes de la société bourgeoise-modèle de Marx, la classe ouvrière continue à être la classe exploitée et la classe capitaliste est représentée par l'Etat administratif, non en qualité de collège de ses fonctionnaires de haut rang mais de *canal d'émulation* pour les forces extérieures du capitalisme bourgeois. La classe des propriétaires fonciers a revêtu une forme non *minoritaire* mais « populiste » et se présente comme un consortium de coopératives paysannes vers lesquelles re-flue une rente foncière élevée tirée de la survaleur que crée le prolétariat dominé et exploité.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

31.

Maigre bilan agricole russe

[Retour à la table des matières](#)

A l'iter ¹⁵ bruyant de l'industrie soviétique qui, avec ses rythmes de croissance stupéfiants a signé – comme nous l'avons démontré dans le Dialogue avec les morts – sa nature de capitalisme manufacturier juvénile, initial et impétueux, juché sur les épaules d'un prolétariat sous-payé, correspond une démarche historique et économique claudicante de la campagne russe. Complétons ici le tableau tracé à grands traits généraux dans le Dialogue, troisième journée, après-midi ¹⁶.

Dans le cycle qui va de la première guerre mondiale à aujourd'hui, considérons le tableau des données quantitatives se rapportant à l'aire géographique et agricole, à la population et enfin à la production agricole. Et ce faisant, prenons les chiffres fournis par les sources soviétiques durant ces années.

Nous parviendrons à une conclusion facile et évidente : il n'y a pas eu de progression, ni en volume ni en rendement, de la production agricole. Ceci en dépit du fait que des capitaux considérables ont été investis dans les campagnes, pratiquement à fonds perdus. Ce drame reproduit celui de la moderne civilisation bourgeoise qui, tout en accroissant la satisfaction des nouveaux besoins, qu'elle-

---

¹⁵ En latin dans le texte : ici, la marche, le cours.

¹⁶ Cf. Dialogato coi morti. Traduction française aux éditions Programme communiste (1957), p. 57 à 80.

même a suscités, en objets manufacturés et services d'une infinie variété, n'a pas su ni pu affranchir notablement de ses limites millénaires l'alimentation humaine quant aux besoins vitaux essentiels, alors même que de larges fractions de l'humanité sont encore au-dessous des minima naturels vitaux en matière de nourriture. Là est la condamnation centrale que Marx prononçait contre elle.

Du point de vue de l'aire géographique, 1913 et 1957 sont équivalentes ; l'empire des tsars et l'Union soviétique campent – satellites mis à part – sur les mêmes frontières englobant 22,4 millions de km². Les chiffres lassent et nous adopterons l'Italie comme *étalon* concret pour le lecteur : 75 Italies.

Dans cet intervalle de 44 ans, la surface territoriale a diminué puis augmenté à nouveau. Entre les deux guerres mondiales, de par la perte de la Pologne, des Etats baltes et d'une autre zone, plus d'un million de km² lui avaient été enlevés, soit plus de trois Italies. Mais la surface contrôlée avait diminué de beaucoup dans les années de guerre civile, entre 1917 et 1924, et il faut en tenir compte pour comparer avec ces années de dépression économique et de disettes en série.

A l'intérieur de cet espace, la population s'élevait à 159 millions ; aujourd'hui le résultat du recensement donne 200 millions (1955) alors que tout le monde croyait qu'elle avait atteint les 220 millions.

Avec ce chiffre officiel, la Russie vaut 4,5 Italies d'aujourd'hui.

En Russie, la densité démographique était en 1913 de 7,1 habitants au km². Elle est maintenant de 8,9. La densité italienne est aujourd'hui de 162 habitants au km², 18 fois supérieure.

Il nous importe maintenant d'établir que la population russe, et avec elle sa densité, s'est accrue de 25,8% en 42 ans. Ce qui donne un accroissement moyen annuel de 0,55%. Mais dans les dernières années, au dire de Khrouchtchev, il y aurait eu une augmentation de 16,3 millions en 5 ans. Si la population de 1955 était de 200 millions, celle de 1950 était de 183,7 : l'accroissement est de 8,9%, soit 1,7 par an. Ce taux *incroyable* est environ le double de celui de notre très prolifique Italie. Un certain mystère demeure quant au total de la population russe d'après les déclarations des soviétiques eux-mêmes. De 159 millions en 1913, on est descendu à 147 seulement en 1926 – effet de la première guerre et de la révolution. En 1938, on était à 171 ; la seconde guerre mondiale a provoqué sans aucun doute une autre diminution, et avec la reprise qui s'ensuivit on a atteint 180,5

en 1952, étant donné qu'au XIX^e congrès du parti fut annoncée une augmentation de 9,5 millions par rapport à 1938. Mais ce chiffre ne cadre pas avec les 183,7 de 1950 déduits ci-dessus !

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

32.

La composition sociale

[Retour à la table des matières](#)

Si les sources supérieures tombent dans de telles contradictions, il faudra encore moins se fier à la répartition annoncée entre population urbaine et rurale. En 1913, la première aurait été de 28 millions seulement contre 131 dans les campagnes. Lors de la dépression de 1926, nous trouvons 26 dans les villes et 121 dans les campagnes. En 1938, la population urbaine bondit à 56 et les ruraux descendent à 115. Enfin, en avril 1956, il y aurait 87 millions de citadins contre 113 de ruraux. D'où l'évolution tant vantée de la société russe de pays agricole à industriel : mais une société capitaliste naissante, avec son monstre le plus horrible, l'urbanisation, a-t-elle mieux à offrir ?

Les sources soviétiques elles-mêmes ont dressé une statistique par classes. En 1913, il y aurait eu 17% d'ouvriers et employés, 66,7% de paysans, 16,3% de propriétaires et commerçants : il s'agit d'une statistique de la population « active » à l'exclusion des inactifs des foyers familiaux. En 1928, les bourgeois représentent 4,6%, les paysans individuels 74,9% et 2,9 seulement ceux des coopératives, les ouvriers et employés, 17,6%. L'augmentation de la paysannerie ne semble pas correspondre à celle, bien connue, des exploitations, de 18 à 25 millions, sous l'effet de la révolution.

La composition sociale actuelle de la Russie serait la suivante : ouvriers et employés 58,3%, paysans associés 41,2, paysans encore indépendants à peine 1/2%.

Aujourd'hui, nous le savons, il n'existe *que deux classes* ! Dans la population active, les ouvriers et employés ont progressé de 17 à 58%, les paysans ont reculé de 67 à environ 42%.

En supposant un instant que ces chiffres cités dans de grands discours politiques et des publications de propagande avérée soient justes, on relèvera seulement qu'en 1913, 67 paysans travaillaient pour nourrir 100 habitants et qu'aujourd'hui il n'y en a que 42. En 1913, les paysans étaient surexploités et les 33 non paysans, très hétérogènes en vérité, mangeaient à suffisance leur produit ; aujourd'hui les 42 paysans produisent pour 100 habitants mais mangent une grande part du produit et les 58 non paysans, qu'il serait trop beau de considérer homogènes, mangent peu.

Seule cette explication peut coller au fait lourd de conséquences que la *production* agricole n'a pas augmenté dans une proportion nettement supérieure à la population consommatrice.

Quelle est la composition de la paysannerie dans les nations bourgeoises modernes ? D'après les données de l'annuaire de l'ONU (1955) concernant la population active, celle qui se consacre à l'agriculture représente 39,4% en Italie, 12% aux Etats-Unis, 5% en Grande Bretagne, 23% en Allemagne.

La Russie doit en faire du chemin, avec ses 42% actuels de paysans, pour pouvoir « rivaliser ¹⁷ » avec l'industrialisation occidentale, c'est-à-dire pour devenir intégralement capitaliste !

Mais chaque fois que les ténors du Kremlin étalent leur éloquence en magnifiant les pas qu'ils auraient fait en direction de la réalisation du « socialisme », ils ne font que nous apporter de fortes preuves historiques de la nature éminemment capitaliste de leur voie et de leur tâche. Ils veulent exhiber une victoire dans la réduction drastique – et bien exagérée – de la population paysanne qu'ils se vantent d'avoir ramenée de 78 à 42% du total en 27 ans, de 1928 à 1955, et ceci grâce à la grande trouvaille de la *propriété socialiste kolkhozienne*. Mais y a-t-il plus

---

¹⁷ Ital. : *emulare*.

clair symptôme de la croissance d'une société capitaliste que cette maladie historique de l'économie rurale ?

En vue de notre étude pour les prochaines réunions sur l'économie occidentale et américaine, des données nous parviennent tirées d'un travail de S. Kuzness du Bureau national de recherches économiques de New York, 1946. Il s'agit de la variation de la part de population agricole aux Etats-Unis de 1870 à 1940. Voici la série décennale du pourcentage de celle-ci : 51,6, 48,8, 42,5, 37,7, 30,7, 26,7, 21,3, 16,9. Aujourd'hui, nous venons de le dire, il est de 12,5.

Dans l'ardeur de leur compétition avec le capitalisme, les Russes sont parvenus au niveau du capitalisme américain, millésime 1890 !

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

33.

Dotation en terres agricoles

[Retour à la table des matières](#)

L'immense Russie a une faible population, mais de plus une grande partie de son territoire n'est pas apte à la nourrir. La surface agricole, à l'exclusion des forêts, n'est aujourd'hui (données de l'annuaire soviétique officiel pour 1954) que de 6 478 000 km², soit 29% du territoire (22,4 millions de km²). On peut ajouter les immenses forêts, 43% environ de la surface totale, mais 5 850 000 km² seulement de celles-ci, soit 26,2%, sont accessibles à l'homme, nous n'irons pas jusqu'à dire, au cultivateur.

Sur la surface de l'Italie, pourtant très montagneuse, 301 000 km², les terres arables plus les forêts *atteignent* 92,2% : les premières, 73,2 (22 millions d'hectares), les secondes, 19 (5 millions d'hectares).

La Russie équivaut à 75 Italies mais n'ensemence (y compris les prairies) que 224,7 millions d'hectares contre 18,3 pour l'Italie ; donc, 12 fois plus seulement. La surface agricole, sans les forêts, n'est que 29 fois plus grande. Mais y figurent les « terres vierges » qui n'existent plus en Europe.

La densité de population influe sur ce rapport. Nous pouvons dire qu'en Italie un hectare ensemencé doit nourrir 2,6 personnes, pour une seulement en Russie. Evidemment, étant donné qu'une proportion comparable de consommateurs travaille dans l'agriculture, c'est le potentiel productif supérieur de la terre qui en est responsable.

Si nous considérons la totalité de la surface agricole, chaque hectare doit nourrir 2,2 personnes en Italie et 0,37 en Russie ; mais la différence de fertilité des plantations d'arbres dans les deux cas, en plus de celle des labours, est bien plus grande, plus faible la proportion des terres au repos et des jachères, etc.... ; le rôle des terres vierges est à notre avis nul.

Une fois établi ce faible rendement, bien connu, de l'agriculture russe, voyons le cours historique de la surface totaleensemencée et de la partie qui l'est en céréales.

Suivant les deux extrema de la série considérée, 105 millions d'hectares étaientensemencés en 1913, sous le tsar, dont 94,4 en céréales. Aujourd'hui, c'est-à-dire en 1955, année que le XX^e congrès décrit comme celle d'un grand bond agricole, 186 millions d'hectares le sont, dont 126,4 en céréales.

L'augmentation de la surfaceensemencée a donc été de 77% et de 34% seulement pour les céréales.

Il faut rappeler que dans le même temps la population s'est accrue de 25,8%, si le chiffre de 200 millions, qui a pris la place de 220, est exact. *On a donc marqué le pas.*

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

34.

La production de céréales

[Retour à la table des matières](#)

Nous connaissons bien la réponse, en particulier celle qu'a donnée Khrouchtchev au XX^e congrès : le rendement de la récolte par hectare a augmenté et donc la production de céréales, de blé en l'occurrence, s'est accrue. Très douteuses sont les données relatives au plan quinquennal de 1950-55 qui, alors qu'il devait faire état d'une augmentation de 60 à 70% de cette production – que Boulganine a recommencé à promettre pour le sixième plan – a débuté par une reculade pour redémarrer dans les deux dernières années à la suite de « mesures extraordinaires ». Ce furent en effet de bonnes récoltes et on a de sérieux doutes sur le chiffre de 1956.

En regroupant les données officielles pour la période allant de 1950 à 1955, on obtiendrait la série suivante. En million de quintaux de céréales : 1160, 1125, 1310, 1170, 1450, 1500.

Avant tout commentaire, dressons un petit tableau reproduisant en partie seulement les variations. D'habitude, celles-ci sont habilement dissimulées dans le cas des périodes désastreuses et particulièrement celle qui suivit la seconde guerre où la « toute-puissante » bureaucratie a perdu jusqu'au contrôle des instruments statistiques. Nous ne savons que dire, pour les années 1942, 1943 et 1944, des chiffres de population, de culture et de récolte ni, par exemple, de la seconde diminution catastrophique du cheptel. Voici ce petit tableau synthétique.

	Territoire en millions de km ²	Population en millions d'hab.	Surface ensemencée en millions d'ha.	Terres à céréales en millions d'ha.	Récolte de céréales en millions de q.	Quantité de céréa- les par hab. en q.
1913	22,3	159	105	94,4	801	5
1928	21,2	154	113	92,2	733	4,8
1937	21,2	171	135,3	104,5	1203	7
1940	21,2	175	150,4	110,6	1118	6,8
1950	22,4	184	146,3	102,9	1160	6,3
1955	22,4	200	185,9	126,4	1500	7,5

A première vue, d'après ces chiffres, le rapport entre aujourd'hui et l'époque tsariste fait certes état d'une augmentation totale de 87% qui, compte tenu de la croissance démographique, tombe à 50, ce qui donnerait une moyenne annuelle de 1%.

En gros, ce rythme a été aussi tenu, sur la même superficie, par l'agriculture italienne qui ne peut s'étendre sur des terres vierges et possède une technique tournée vers des cultures plus intensives et modernes.

Il faut noter, sur le plan historique, que nous n'avons pas les données concernant deux *abîmes*, ou plutôt trois : ceux de 1920, 1932 et 1945.

Il ressort du tableau qu'il y a une chute prononcée de la production par habitant non seulement après la révolution mais encore sous l'effet de la deuxième guerre mondiale, bien qu'en 1950 la reprise fût déjà là. Le volume supérieur affirmé pour 1954 et 1955 est attribué par les soviétiques eux-mêmes à la mise en culture de nouvelles terres vierges, soit une superficie de 33 millions d'hectares (Khrouchtchev), tandis qu'on prévoit le même rythme pour 1956.

L'augmentation totale de la surface semée en céréales, et celle de leur récolte, doit donc être attribuée aux nouvelles terres conquises à la culture et non aux avantages de la réforme sociale agricole, sous sa forme kolkhozienne, de 1928 à

1955. Il s'agit, comme on le sait, de l'exploitation una tantum ¹⁸ de l'énergie géochimique emmagasinée dans la terre vierge de toute intervention humaine.

Mais concernant l'histoire de l'agriculture russe, d'autres observations doivent être faites.

A l'époque tsariste, la population consommait en faible quantité des céréales moins riches, seigle, millet, et on exportait le blé. Après la révolution, les paysans ont conquis le blé et ne l'ont cédé qu'en faible part aux villes, d'abord sous la contrainte, puis à des prix commerciaux. Avec la réforme kolkhozienne, la consommation directe de blé, et plus encore de denrées précieuses, disparaît des statistiques parce qu'elle fait partie de la gestion domestique, tandis que la part consommée par les ouvriers des villes est tout à fait patente. Nous en déduisons une vérification fort simple : nous cherchons quelle est la consommation par citadin et prolétaire en divisant la récolte totale non plus par la population totale mais par celle déclarée urbaine. Nous obtiendrons un indice supérieur au véritable, c'est certain, mais sa variation dans le temps suffira pour indiquer comment se répercute la réforme kolkhozienne sur les conditions du prolétariat, lequel est, suivant notre thèse, la classe exploitée et dominée par un pouvoir né du compromis entre classe paysanne intérieure et bourgeoisie mondiale culminant dans la deuxième guerre.

En 1913 nous avons 801 millions de quintaux et une population urbaine de 28 millions, soit un *indice* de 28,5.

En 1928, à la veille de la « collectivisation agraire », nous avons un rapport de 733 millions de quintaux à 29 millions d'habitants des villes, soit un *indice* de 25,3.

Le rapport ville - campagne s'infléchit de peu en faveur de cette dernière. Avec les plans quinquennaux débute la « construction du socialisme en un seul pays ».

En 1940, la récolte est de 1 188 millions de quintaux, mais les citadins sont 61 millions : l'*indice* chute à 19,5. Par rapport à 1913, pour une production céréalière augmentée de 50%, la population rurale est restée inchangée (131,1 millions), l'urbaine a été multipliée par 2,2.

---

¹⁸ C'est-à-dire en une fois, d'un seul coup.

En 1955, on nous donne 87 millions pour la population urbaine : *l'indice* descend à 17,2 avec une récolte de 1500 millions de quintaux. Il perd 11,8% par rapport à 1940. Par rapport à 1913, aux 87% de céréales supplémentaires correspondent une population rurale diminuée de 13,7% et une population urbaine qui a plus que triplé.

Autrement dit, en 1940 comme, bien davantage, en 1955, le rapport ville - campagne s'altère considérablement en matière de céréales. « Construction du socialisme » en URSS (qui n'est autre qu'industrialisation capitaliste) et reconstruction d'après-guerre dupent à progression constante le prolétariat urbain, et ceci tout à l'avantage de la classe kolkhozienne.

Pour la classe ouvrière, la hausse vantée par Khrouchtchev de 6,8 à 7,5 sur le tableau, soit une progression de 10,3%, est donc fictive. La sujétion du prolétariat urbain s'est alourdie. A la conception puérile selon laquelle les repas des huiles de la politique et des grands bureaucrates sont trop bien servis, nous substituons l'explication marxiste selon laquelle la prime à la consommation, l'orgie de surveillance, va à la classe kolkhozienne : l'égalitarisme à la ville ou à la campagne est une couillonnade anti-marxiste qui ne nous intéresse pas.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

35.

Poids du système kolkhozien

[Retour à la table des matières](#)

Il est incontestable qu'en Russie la forme-kolkhoze l'emporte largement sur toute autre, ancienne et moderne ; et admettons même sur la foi des statistiques gouvernementales que la gestion individuelle ait disparu et que celle de l'Etat soit minoritaire par rapport à la gestion coopérative.

Une question plus délicate que nous nous posons est le poids relatif de l'économie des parcelles familiales des kolkhoziens et de celle des terres du kolkhoze. On ne peut l'aborder que par de larges inductions. Avant la révolution, la répartition de la terre russe était à peu près la suivante. Les paysans géraient environ 150 millions d'hectares, plus d'un quart, ensemencés ou non. 110 millions étaient des propriétés bourgeoises privées, un cinquième ; 160 millions appartenaient à des églises et des couvents, trois dixièmes ; un autre cinquième relevait du domaine de l'Etat et de la couronne.

Les *dvor* paysans s'échelonnaient de moins de 5 hectares à 50 hectares environ, formant diverses strates sociales. En 1913, sur le total de 540 millions d'hectares, 105 étaient ensemencés, dont 94,4 en céréales.

En 1928, 96,2% des premiers et 96,7% des seconds sont aux mains de paysans individuels. Les sovkhoses d'Etat ne disposent que de 1,5 et 1,2%, les formes coopératives de 2,2 et 2,1%.

En 1955, sur 185,8 millions d'hectares ensemencés, les sovkhozes en ont 15,8% et les kolkhozes 83,3% ; les particuliers (?), jardins d'usine et autres, en ont une très petite part. Sur les 126,4 millions semés en céréales, les kolkhozes en ont 84,4% et les sovkhozes 15,5%.

La gestion de l'agriculture russe est donc étatique pour un sixième et coopérative-parcellaire pour cinq sixièmes.

Dans le Dialogue avec les morts ¹⁹, nous nous sommes interrogés sur le sens du développement à l'occasion d'informations américaines sur une future étatisation des kolkhozes (seule une révolution pourrait y parvenir et non une nouvelle « réforme » par le haut) et sur la base de la communication de Khrouchtchev selon laquelle les sovkhozes étaient passés, en deux ans, de 14,5 à 24,5 millions d'hectares. Comparons avec les données de l'annuaire officiel soviétique. Pour les sovkhozes : 1940 : 13,26 – 1950 : 15,93 – 1954 : 19,98 – 1955 : 29,37. Soit la série d'indices : 100, 120, 151, 221. Pour les kolkhozes, la série est : 122,22 – 126,91 – 144,61 – 154,85. Soit 100, 104, 118, 127. Il est clair que les sovkhozes ont tendance à s'étendre davantage que les kolkhozes : en 1940, les seconds disposaient de neuf fois plus de terre que les premiers ; aujourd'hui, comme nous l'avons dit plus haut, de cinq fois plus seulement.

Dans le cas des terres à céréales, le phénomène a plus de relief. Entre 1954 et 1955, celles des kolkhozes ont augmenté de 5,7%, celles des sovkhozes de 77,4%, ces derniers représentant 18,4% au lieu de 10,9% par rapport aux kolkhozes.

Le phénomène ne peut s'expliquer que d'une seule manière : les kolkhozes se préoccupent d'élever leurs poulets et leurs chèvres, et le mécontentement des villes qui demandent du pain oblige l'Etat à intensifier la production des fameuses « usines à blé » grâce aux grandes cultures extensives et mécanisées sous gestion directe.

Nous n'en savons pas assez pour dire combien de blé est produit par les sovkhozes d'une part, par les kolkhozes d'autre part, et il en est de même pour les céréales en général.

---

¹⁹ Op. cit., p.61-64.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

36.

Les deux faces du kolkhoze

[Retour à la table des matières](#)

Nous aurons peu de résultats si nous comparons le potentiel des parcelles et celui des coopératives en se fondant sur la surface des terres. Il est clair que les lopins dont on dote les familles sont de très loin les plus fertiles et rentables de toutes les zones des kolkhozes cultivées en semailles extensives, prés et pâturages. Les statistiques nous diront que sur les 154,85 millions d'hectares ensemencés par les kolkhozes et les « exploitations individuelles auxiliaires des kolkhoziens », la dotation des familles n'en couvre que 5,79 millions, soit 3,9%. En ce qui concerne les terres à céréales, elle s'élève tout bonnement à 1,5%. En effet, le blé peut être pris dans les stocks de la coopérative, mais sur la parcelle on sème ce qu'il y a de mieux.

On pourrait nous opposer que la thèse de la prédominance de la culture parcellaire en Russie se trouve démentie par les chiffres : que sont donc ces misérables 5,79 millions d'hectares contre 185,85 millions ensemencés, ou bien 1,64 million de céréales contre 126,4 millions pour toute la Russie ? Mais les chiffres ne sont pas du goût de tout le monde.

Consultons d'abord une autre statistique officielle, le recensement des terres au 1^{er} novembre 1954. Elle couvre la totalité des 22,4 millions de km² du territoire dont 12,8 sont à disposition de l'Etat, les forêts, terres stériles, steppes et toundra

n'étant pas affectées. Sur les 947,3 millions d'hectares restant, les sovkhozes en détiennent 136,8 et les kolkhozes 809,2, six fois plus exactement. Si on passe aux terres agricoles, les chiffres sont 88,7 et 396,6 ; rapport : 4,5. Concernant les terres arables, y compris les jachères, 30,5 et 188,3 ; leur rapport est toujours de 6. Concernant enfin les terres ensemencées et cultivées, 28 et 175,9 ; rapport : 6,3.

Suivant ces quatre catégories en ordre décroissant, il s'avère que le rapport de la terre en dotation familiale dans les kolkhozes est de 7,5 à 801,7. – 0,9% ; 6,9 à 389,7 – 1,8% ; 6,3 à 182 – 3,5% ; 6,3 à 169,6 – 3,71% (semis effectifs).

Il est donc bien établi officiellement que 96,1% de la terre des kolkhozes et des kolkhoziens est cultivée en commun et 3,9% sur le mode parcellaire. Peut-on en être sûr ? Pouvons-nous être certains qu'aucun kolkhozien, en plus de la parcelle qu'il détient sous son étroit contrôle et en pleine propriété, plus absolue qu'en régime occidental et de droit romain (il ne paie pas de taxes, n'est soumis à aucune hypothèque pour dettes), il ne se risquerait pas au-delà en se faisant donner quelque autre champ à exploiter, ne serait-ce qu'à titre temporaire ou saisonnier, comme dans la tradition du *nadiel* ? Qu'il ne conviendrait pas à l'administration du kolkhoze de le lui laisser en fermage ou en métayage, comme naguère contre l'*obrok* ou la *bartschina* ? Nous pensons que cela se pratique beaucoup et à très large échelle, étant entendu que, dans le relevé statistique, ces terres restent propriété sociale gérée par l'unité kolkhozienne.

Toujours est-il que 7,5 millions d'hectares d'excellente terre représentent un tiers de la surface agricole italienne qui héberge 20 millions de paysans. Combien sont les kolkhoziens russes ? Là non plus, on n'est pas très explicite.

Nous avons recueilli quelques données utiles. En 1938, le plan d'ensemencement des kolkhozes couvrait 11,5 millions d'hectares. Les familles kolkhoziennes étaient au nombre de 18,5 millions avec une composition moyenne de 4,8 membres, si bien que la population kolkhozienne russe se révélait être de 89 millions : 52% du total et 80% de la population paysanne.

Selon le Statut, chaque famille devait détenir d'un quart à un demi-hectare et jusqu'à un hectare dans certaines régions. La surface des *ussadba* devait se situer entre 4,65 et 9,25 millions d'hectares. Et, en tenant compte des régions spéciales, pas moins de 10 à 12 millions d'hectares en 1938. La première statistique utilisée ne donne que 4,5 millions pour 1940. Qu'est-ce qui est plus vraisemblable : que le

kolkhozien se fasse berner en dépit du statut de l'*artel* qui en défend l'insondable égoïsme ou qu'on ait fait mentir les statistiques ?

D'autre part nous avons les données récentes d'avril 1956. 149,06 millions d'hectaresensemencés dans les kolkhozes ; population de 82 millions répartie en 19,7 millions de familles : soit une moyenne en baisse de 4,2 membres par famille. La statistique indique que les dotations des kolkhoziens couvrent 5,79 millions d'hectares, ce qui donnerait 0,30 hectare par famille.

Notre induction est la suivante : on n'a pas fait le relevé des parcelles privées, mais la surface totale a été déduite à partir de leur nombre en supposant qu'elles dépasseraient de très peu le minimum constitutionnel d'un quart d'hectare. Mais elles ne peuvent couvrir moins de 20 millions d'hectares, un septième des terres kolkhoziennes.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

37.

La tragédie du cheptel

[Retour à la table des matières](#)

L'indice céréalier dont nous avons suivi le cours ci-dessus est celui qui accuse le moins la pauvre agriculture soviétique. Dans son discours de septembre 1953 devant le Comité central, Khrouchtchev déclare qu'il y en a assez pour en exporter (particulièrement dans les pays satellites en échange de capital et de travail industriels !) et ses lamentations prennent pour cible les pommes de terre, les légumes, et surtout le bétail, la viande, le lait, les œufs, etc.....

C'est l'indice du bétail qui nous montrera, bien plus que celui de la terre, le haut potentiel de la fonction parcellaire par rapport à la fonction collective, dans le kolkhoze et en Russie, même si nous l'observons d'après les données de 1955 et non celles de la désastreuse année 1953.

En effet en 1953 les bovins, parmi lesquels les vaches, se trouvaient encore bien en dessous du chiffre de 1916, et seuls les porcs et les ovins l'avaient dépassé de peu. Restait l'effondrement des chevaux : en 1953 ils étaient 15,3 millions contre 38,2 en 1916, moins de la moitié ! Ils en étaient donc encore au niveau de 1934 où eut lieu l'hécatombe de ces bêtes, à l'époque de la « famine de Staline ».

Voici les chiffres globaux de 1956 par rapport à 1916. Bovins : 67,1 millions contre 58,4, donc 29,2 millions de vaches contre 28,8. Porcs : 52,2 contre 23,0. Moutons et chèvres : 142,6 contre 96,3. On ne dit mot des chevaux en 1953 et on préfère mettre l'accent sur le nombre mirobolant de tracteurs. Mais on sait que le

véritable indice du progrès agricole est l'élevage du bétail. Entre 1911 et 1954, dans l'Italie peu fortunée, la production de lait a doublé, celle de viande a augmenté d'une fois et demie, de même pour les œufs, le beurre et le fromage.

Mais en ce qui concerne la Russie en matière de cheptel, il faut remarquer que toutes les statistiques partent non pas, comme d'habitude, de 1913, sous le tsar, mais de 1916. Nous ne disposons pas d'autres données et nous espérons que les lacunes seront comblées grâce à la collaboration des lecteurs.

Il est évident que le cheptel de 1913 était plus nombreux que l'actuel, tandis qu'aujourd'hui la population s'est accrue de 25,8% !

Ce n'est pas seulement le grave dépérissement de l'agriculture russe qui nous intéresse, dans la mesure où il réduit à néant toute apologie de la forme kolkhozienne tant vantée de société rurale. Ce qui nous intéresse, afin de démontrer qu'elle pâtit du caractère parcellaire de la culture plus que du caractère de grande exploitation, c'est la répartition du cheptel entre exploitations kolkhoziennes et micro-entreprises familiales.

Eh bien d'après les données chiffrées de 1956 portant sur les bovins, les kolkhoziens privés détiennent 42,9% du bétail des kolkhozes, 34,4% de la totalité de celui du pays. Et nous n'ajoutons pas au bétail des parcelles, comme ce serait justifié, celui des petites étables des ouvriers et employés, 11,4% de plus, ni celui des « exploitations paysannes individuelles », soit 0,2%, si bien que les grands domaines, sovkhoses et kolkhozes réunis, n'en obtiennent que 54%.

Sur le total des vaches laitières et reproductrices, 43% seulement relèvent de la grande entreprise et 57% de l'entreprise parcellaire. Dans le secteur kolkhozien, les kolkhoziens eux-mêmes en détiennent 53,1%, soit 41,7% du total.

Concernant les porcs, les kolkhoziens détiennent 39,2% du secteur kolkhozien et 28,8% du total. Quant aux moutons, le pourcentage est de 22 et 18,6 (ceci est dû aux élevages de type industriel qui, dans un pays aussi froid, alimentent les fabriques de laine : c'est le seul cas où les sovkhoses constituent 66% du total. Laine d'Etat).

Les grandes entreprises ne détiennent que 17% des chèvres, les kolkhoziens 78,7% du secteur kolkhozien et 54,7% du total.

Concernant les lapins, les poules et les ruches, nous n'avons pas de statistiques mais seulement les lourdes plaintes du secrétaire Khrouchtchev en 1953. Mais il est remarquable que, tout en incitant les entreprises-kolkhozes à produire beaucoup plus de viande, de lait et d'œufs, il répète à chaque instant qu'il faut, pour y arriver, encourager l'intérêt des kolkhoziens privés qui, sinon, saboteraient le travail dans le kolkhoze. A cette fin, il cite les paroles de Lénine en 1921 selon lesquelles, *dans l'époque de transition*, il fallait s'appuyer, au sein de la paysannerie, du fait de son manque de culture et de maturité de classe, sur l'intérêt économique subjectif et non sur l'enthousiasme. Voilà donc les résultats de 35 ans de *socialisme kolkhozien* : que nous en sommes toujours là eu égard à la nature asociale du petit producteur ! Là, bien sûr, *Khrouchtchev a dit la vérité*. La différence est qu'il parle de campagne socialiste, alors que Lénine expliquait qu'elle était bien moins que capitaliste ! Tout comme aujourd'hui.

Nous concluons en tout cas que si nous cherchions un indice général incluant vaches, cochons, chèvres, moutons, poules et lapins qui serait – tracteurs mis à part – l'indice du contrôle du capital agricole d'exploitation, et par conséquent de la terre, et de la meilleure, nous trouverions que l'indice de la minuscule gestion parcellaire, c'est-à-dire réduite aux dimensions familiales (minuscule par rapport à l'ancienne hiérarchisation entre paysans riches, moyens et pauvres) *écrase* l'indice de la gestion coopérative – alors que même cette dernière pue l'individualisme ²⁰ antisocialiste tant du fait de « l'esprit kolkhozien » que de l'opposition des égoïsmes de chaque entreprise.

Les thèses que nous avons démontrées sont au nombre de deux. La campagne russe n'est pas socialiste mais individualiste au sens de l'entreprise et infra-capitaliste. De ce fait, l'agriculture russe est misérable et procède par grandes reculades, pires que les tendances réactionnaires de tous les régimes capitalistes occidentaux, à l'exception de bien peu de zones du globe. Bref, une émulation rurale banqueroutière.

---

²⁰ Ital. : *privatismo*.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

38.

La revue des chiffres

[Retour à la table des matières](#)

Les données fondamentales que nous avons développées relativement à la population russe et au changement de sa composition sociale, dans la mesure où elles se rapportent directement aux raisons profondes de l'apologie de l'URSS, méritent qu'on y revienne, avant de poursuivre en les reprenant plus attentivement, ce qui nous épargnera ainsi qu'aux camarades qui nous lisent un des si nombreux errata servant à corriger quelque incongruité laissée dans la masse des chiffres. C'est surtout nécessaire pour montrer combien sont douteux, malgré une planification centrale non négligeable, certains résultats qu'on met en avant à tout propos : quant à nous, nous ne pouvons faire autrement - ce ne serait pas utile - que travailler sur les données des statistiques russes « officielles » résumées en particulier dans le dernier Annuaire, sans nous attarder sur leur écart par rapport aux chiffres que donnent ou supputent les divers annuaires non russes d'Etats ou d'organisations internationales.

La configuration des classes a changé si nettement en Russie, en l'espace de quarante ans (c'est la thèse du Kremlin) qu'il n'est rien de comparable dans le monde, ou même en aucune période de quarante ans d'un grand pays du monde. Ce saut de géant est une quantité qui devient qualité, c'est la victoire révolutionnaire, c'est le socialisme.

On connaît la réponse que nous donnons dans ce travail : changement il y a, victoire révolutionnaire il y a, mais c'est le socialisme qui *fait défaut* ²¹ et n'est pas au rendez-vous.

Nous sommes donc au moins dans l'obligation de prouver que tous ces sauts miraculeux renouvellent ceux qui accompagnèrent un phénomène ayant déjà empli le monde et l'histoire : la révolution capitaliste des grands pays. Dans certains secteurs, on trouve même bien moins que cela et plus arriéré. Ces mouvements qui animent les chiffres *ne sont pas ceux* que connaîtra non pas une nation isolée mais une collectivité internationale lorsque la révolution de structure montrera en quoi consiste le renversement socialiste du capitalisme, comme notre doctrine le sait par avance.

Les principaux bonds historiques chiffrés que met en avant l'apologétique russe sont les suivants : augmentation de la population - augmentation du taux de croissance démographique - diminution drastique de la mortalité - natalité plus élevée que dans les autres pays - augmentation absolue et relative de la classe ouvrière - augmentation de la population urbaine et diminution de la population rurale - diminution absolue et relative de la paysannerie.

Notre intention est d'examiner avec sérénité ces variations quantitatives en rapport avec celles du passé et du présent de pays qui - aux dires de tous : partis bourgeois, Kremlin et... nous - sont incontestablement capitalistes. En rapport aussi à la théorie marxiste de la société socialiste pour laquelle nous nous aventurons à prophétiser, à des fins didactiques, quelle devra être - ou alors nous sommes de sacrés idiots - la météorologie statistique : indices de la production agricole et industrielle sensiblement constants et identiques à ceux de la population - indice croissant de la productivité du travail et indice décroissant, en proportion inverse, de la durée du travail - mortalité basse tendant à un meilleur équilibre entre jeunesse et âge adulte , limitée annuellement à 10 pour mille - natalité au niveau annuel de 15 pour mille - faible taux de croissance de la population, aux environs de 5 pour mille annuellement.

Cette société imaginaire où la fin biologique de la vie se rapprocherait de celle de la capacité productive et qui ne serait par conséquent ni trop vieille ni trop jeu-

---

²¹ En latin dans le texte.

ne, n'est pas un *idéal* déduit des calculs compliqués de la démographie mathématique, mais sert à donner une idée du renouvellement des générations en un flux démographique supposé normal et qui ferait suite à la période des catastrophes. Il en résulte qu'au bout de 30 ans, 1000 habitants deviennent 1 160, 1 350 au bout de 60 ans et 1570 au bout de 90 ans. Dès lors, 1 740 seront nés et 1 140 seront morts, autrement dit il n'y aura pas de survivants d'un âge maximum trop avancé.

En outre, les phénomènes migratoires d'un point à l'autre du globe devront être d'une telle ampleur que la densité locale se rapproche de la densité optimale déterminée par la capacité de la terre à héberger les hommes vivants.

La société bourgeoise a besoin d'un « prolétariat » parce qu'elle a besoin de faire naître et mourir des multitudes, de faire croître résolument la population entre de longs intervalles de destruction compensatrice.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

39.

Courbe démographique russe

[Retour à la table des matières](#)

Voyons donc les variations de la superficie territoriale russe en passant encore une fois les chiffres en revue.

Elle était en 1914 de 22,3 millions de km². La première guerre mondiale eut pour effet la formation de divers Etats indépendants aux dépens de la Russie : Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne (la partie anciennement russe) et la superficie fut réduite à 21,7 millions de km². Bien sûr, nous ne tenons pas compte des éphémères occupations étrangères qui suivirent la révolution de 1917.

Les récupérations commencèrent en 1939 avec l'annexion d'une partie du territoire polonais partagé avec l'Allemagne et l'incorporation des trois républiques baltes, de la Bessarabie et de la Bucovine du nord enlevées à la Roumanie, de l'Ukraine occidentale et d'une partie de la Carélie finnoise : la superficie passa alors à 22,2 millions de km². La guerre ayant éclaté avec l'Allemagne, de vastes territoires furent envahis, mais après la défaite finale de celle-ci en 1945, le territoire russe redevint quasiment ce qu'il était à l'époque tsariste : 22,4 millions de km².

L'augmentation est due à la consolidation des annexions à l'ouest au détriment, encore une fois, de l'Allemagne (Prusse orientale) et de la Pologne, et à quelques annexions mineures en Extrême-Orient (Sakhaline et les Kouriles). Par rapport à la situation d'avant-guerre, la Pologne a cédé 0,19, les trois républiques

baltes 0,16, la Finlande 0,05, la Roumanie 0,05, le Japon 0,05. D'autres avantages territoriaux ont été acquis au détriment de la Turquie et de l'Asie centrale.

Il est malaisé de déterminer les réductions mineures opérées en 1919 et en 1943. Deux commissariats du Reich hitlérien parvinrent à administrer plus d'un million de km² (Ostland et Ukraine).

En gardant en tête la superficie, on peut résumer comme suit les variations de population. En 1913, sous le tsarisme : 159,2 millions d'habitants. Il est bon de remarquer que sur cette population, 120 millions au moins résidaient en Russie d'Europe. Par conséquent, à l'époque comme de nos jours, la densité était très variable ; alors que la densité moyenne s'élevait à 7,1 habitants par km², elle atteignait 21,6 en Russie d'Europe et à peine 2,3 dans celle d'Asie.

Les premières données démographiques postérieures aux destructions de la guerre mondiale et de la guerre civile sont celles de 1926 : 147 millions, mais ce ne fut certainement pas le chiffre le plus bas. La croissance démographique contrebalançait les énormes pertes : comme nous le verrons, elle est estimée à 16,8 pour mille en 1913 et à 23,77 en 1926, ce qui voudrait dire entre 2,7 et 3,5 millions d'habitants supplémentaires par an ! Nous nous contenterons de deux millions : en 1926, la population, sur le même territoire, aurait dû s'élever à 159 + 26, soit 185 millions. En admettant que les territoires perdus à l'ouest avaient alors 15 millions d'habitants, nous ramenons ce chiffre à 170 millions. La perte en vies humaines se trouverait être de 23 millions : mais le chiffre, on le voit, est bien incertain.

A partir des 147 millions de 1926, une remontée se produit. En 1939, avant toute annexion, on en était, selon l'annuaire russe, à 170,6, soit une augmentation de 23,6 millions en 13 ans : moyenne approximative inférieure à 2 millions par an, ce qui justifie la déduction faite plus haut.

Les annexions sont l'occasion d'un bond : 12 millions en Pologne, 3 en Roumanie, 5,5 dans les républiques baltes, peu ailleurs ; on peut admettre 21 millions en tout, ce qui porte la population à 191,7 au début de 1940.

Cette conquête de populations sera chèrement payée avec la terrible hémorragie de la deuxième guerre mondiale qui est évaluée, à l'extérieur de la Russie, à 17 millions d'hommes. Les Russes ne donnent de chiffres qu'au 21 décembre 1949 : après plusieurs années de réoccupation totale et l'ajout ultérieur de territoi-

res, ils indiquent 180,2 millions. En dix ans, 11,5 millions d'habitants ont été perdus. Mais comme l'annexion ultérieure à l'ouest en a apporté 1,4 million par rapport à 1940, la perte s'élève à 12,9 millions. En admettant que la croissance démographique soit non pas de 2 millions mais d'un seul par an, ce sont dix autres millions qui feraient défaut et, au total, la guerre en a fait disparaître (au moins) 22,9 millions, bien plus que les 17 admis en Occident.

Nous ignorons donc l'autre minimum, celui de 1945, qui, immédiatement après la réannexion, dut être de 170 millions environ. Les Russes donnent pour 1950 un taux de croissance démographique de 16,9 pour mille, soit 3 millions par an ; en quatre ans et demi à partir de la fin de la guerre, on obtient 13,5 millions qui, déduits des 180, donnent même 166,5, moins que l'estimation ci-dessus.

Et la progression reprend. A la fin des années 1950 – 51 – 52 – 53 – 54 – 55 – 56, les chiffres fournis sont : 183,2 – 186,4 – 189,6 – 192,6 – 196 – 199,4 millions et enfin 200,2 en avril 1956. L'augmentation se situe entre 3 et 3,4 millions par an.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

40.

Natalité et population

[Retour à la table des matières](#)

Puisque toute comparaison entre les termes extrêmes de cette série de 43 années serait injuste à l'égard de la Russie, car ne tenant pas compte des effondrements de deux fois 23 millions d'hommes jetés au bûcher de la gloire et de l'infamie humaines, nous dirons seulement en passant que la croissance de la population de 159 à 200 millions en 43 ans, soit 25,8 %, serait, en comptant ces 46 millions de morts, de 54,7 %.

Ces 25,8 % en 43 ans ne représentent en effet nullement un phénomène nouveau. En Italie ces mêmes 43 années ont vu (pour un même territoire) une croissance de 35 % environ, et les 43 années précédentes, à partir de 1860, de carrément 45 %. En Amérique (USA), on constate sur 40 ans ces crues démographiques : 1910-1950, 64,2 %. 1870-1910, 131,6 %. 1830-1970, 209,3 %. 1790-1830, 230,8 %.

Voyons maintenant la Russie d'Europe elle-même en remontant dans le temps à partir de 1914 ; 1850-1910, 70 % ; 1815-1851 (36 ans seulement), 50 % ; 1762-1796 (34 ans), 89 %.

Nous avons choisi des pays où les conditions sont les plus diverses : pays d'immigration, d'émigration ou fermés sur eux-mêmes. Les 25,8 % réels et les 54,7 % bien hypothétiques ne relatent rien de merveilleux et encore moins que la

Russie moderne, pour épater les bourgeois leur aurait mis le socialisme sous le nez. Quant à nous, elle nous a épatés en nous crachant dessus.

Afin de mettre hors jeu les effets des guerres, des révolutions, des migrations positives et négatives, examinons l'allure démographique, l'excès des naissances sur les décès et voyons si le miracle se situe là.

De 1913 à 1955, nous dit-on, la natalité russe a diminué mais maintient un rythme élevé par rapport au monde capitaliste. Prenons les données russes. En 1913, le nombre de naissances par millier d'habitants était énorme : 47. En 1926, 44. Pour 1940, on nous donne 31,7 ; pour 1950, 26,5 ; depuis lors, il reste stationnaire : aujourd'hui il est de 25,6.

Comparons avec les données italiennes. En 1902, on est à 33,4. Dans les années de guerre, on chute à 18. En 1920, on remonte à 32,2 puis, à nouveau, lent déclin ; 1938 : 23,8. En 1945, la guerre fait chuter à 18,3 puis il y eut reprise : 23 en 1946 avec une nouvelle baisse jusqu'à 17,5 en 1953. En 1954, 18. L'écart entre 1913 et 1954 (de 31 à 18) qui est de 100 à 56 en Russie, a été de 100 à 58 en Italie. Qu'y a-t-il de mirobolant dans le cas russe ? La baisse de la natalité est un phénomène de l'ensemble du monde bourgeois moderne.

Une baisse analogue se constate dans tous les pays. L'Angleterre, entre 1920 et 1954, est tombée de 21,7 à 15,6. La France a peu chuté, parce qu'elle avait commencé avant. Les données allemandes font défaut. L'Espagne est passée de 30 à 20. La Suisse de 20 à 15. On pourra dire qu'aujourd'hui en Europe peu de pays dépassent les 25,6 des Russes ; en fait, il n'y a que la Yougoslavie avec 28,4 et... Malte avec 28,1 (annuaires de l'ONU). Et les Etats-Unis ? C'est là qu'est le phénomène étrange et non en Russie : il ne nous viendra certainement pas à l'idée d'y trouver du socialisme !

De 1920-24 à 1930-34, la loi générale règne : on passe de 22,8 à 17,6. Mais ensuite, il y a une hausse significative : en 1950-54, de 23,5 à 24,9. Effet d'un trop-plein de prospérité, et d'une prospérité typique de rustre ²² mal dégrossi. Quoiqu'il en soit, le taux de natalité égale celui, tant vanté, de la Russie : tandis qu'en ces cinq années, ce dernier baisse de 3 %, l'américain monte à 6. Une année

---

²² Ital. : *cafona*. Terme péjoratif désignant un paysan du Sud.

ou deux de plus et la « Coupe de l'Émulation » traverse l'Atlantique. Peut-être est-ce déjà le cas en 1956.

Qu'en est-il des Asiatiques ? De 1920 à aujourd'hui le Japon capitaliste passe de 35 à 20 : papiers en règle. Et la Chine ? Hélas, nous savons seulement que la « féodale » Formose passe de 41,8 à 44,5. Un chiffre digne de la Russie tsariste. L'Inde : de 33 à 24,8 en 1952. L'Amérique du Sud n'apporte rien de nouveau. Autre exemple de tricheur international : le Venezuela, de 29,9 à 46,8. L'Australie, de 24,4 à 22,5. La Nouvelle Zélande, pays singulier et riche, de 18,1 à 25,8, ce qui contredit la règle. Le Canada suit la courbe américaine et non la britannique.

Quels sont les Etats civilisés qui, de nos jours, dépassent la Russie du point de vue du taux absolu de natalité ? Le Canada déjà cité avec 28,7, ceux d'Amérique centrale (de beaucoup), le Mexique, presque toute l'Amérique du Sud (ce sont généralement des pays à faible densité comme la Russie), tous les Etats d'Asie à l'exclusion du Moyen-Orient.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

41.

La mort recule

[Retour à la table des matières](#)

Les données sur la mortalité sont vantées comme les plus impressionnantes. Certes, ce n'est pas rien de descendre de 30,2 pour mille en 1913 à 8,4 en 1955. En 43 ans, la mortalité a baissé de 27,8 %. En 1926, le taux annuel pour mille était déjà descendu à 20,3. En 1940 il était de 18,3, en 1950, il est déjà de 9,6. Bien sûr, ces données excluent les périodes de ruine.

Quels sont les taux correspondants pour l'Italie ? En 1901, il était de 22 pour mille. En 1913 de 18,7. En 1954, de l'ordre du taux russe, soit 9,1 pour mille. La réduction, en ces 41 ans, a été de 48,7%.

La baisse de la mortalité due aux progrès de la médecine est un autre phénomène moderne universel sur lequel influent naturellement aussi le climat et la situation économique. Un autre facteur qui aggrave sans aucun doute la mortalité est la densité territoriale élevée et l'urbanisation si n'y correspond pas un haut niveau économique (exemples : Italie méridionale, Espagne, Chine).

Dans la Russie tsariste, la population luttait contre un climat défavorable et une misère inouïe. Mais un seul fait l'avantageait : la faible densité démographique. Ses effets se faisaient sentir dans les villes et dans les campagnes : en 1913, la population urbaine représentait 17,6 % du total.

Il est indéniable que la formation d'une structure sociale de type capitaliste moderne en Russie a pu progresser davantage dans le domaine des services pu-

blics que dans celui proprement économique et technique et il faut admettre que la vantardise suivante est justifiée : le nombre des médecins est bien douze fois supérieur à celui de 1913. Ceci est un effet direct de toute économie étatisée et du capitalisme d'Etat ; il en est de même pour des secteurs analogues. Et ce facteur a également contrecarré les effets de l'urbanisation et de la pénurie de logements que la Russie a en commun avec l'Italie, laquelle l'a pourtant surmontée.

Mais qu'en est-il de la mortalité dans le reste du monde ? En Europe, divers pays ont un taux de mortalité inférieur aux 8,4 de la Russie, et peu nombreux sont ceux qui dépassent le taux italien, 9 pour mille environ, et pas de beaucoup. La Hollande affiche 7,5. La Norvège 8,4. Le plus mauvais résultat parmi les grands pays est de 12 pour la France, toutefois meilleur que ses 17,4 de 1920.

Les populations blanches résidant en Afrique ont les taux les plus favorables : jusqu'à 4,6, 4,7, 4,8 dans l'Union Sud-Africaine. En Amérique, le Canada a moins que la Russie : 8,2, comme quelques pays d'Amérique centrale. L'Argentine a un taux identique à celui de la Russie. L'Asie a des taux bas partout ou presque (on n'a pas de chiffres pour la Chine). Le Japon a 8,2, moins que la Russie et... Formose, 8,1. Le Japon, partant de 23 pour mille en 1920-24, est passé de l'indice 100 à 35,4 en 32 ans ; c'est mieux que le passage de 100 à 27,8 en 43 ans qu'allèguent les Russes. Le Moyen-Orient dans son ensemble a des taux très faibles : aux environs de 5. En Océanie, les principaux pays affichent le taux italien de 9 et quelques populations blanches de pays de couleur sont à des taux très bas, comme en Afrique.

Par conséquent, la faible mortalité ainsi que sa décroissance rapide - dont il serait facile de trouver des rythmes plus rapides en sondant les statistiques du siècle passé, dont nous ne disposons pas - ne suffisent nullement à établir qu'en Russie elles aient été obtenues en passant à une forme économique profitable, originale et particulièrement féconde. La démographie russe suit les lois des modes de production historiques et repose sur celles, bien connues, de la forme capitaliste la plus typique.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

42.

L'accroissement démographique

[Retour à la table des matières](#)

Nous n'examinerons, dans les statistiques, que l'accroissement naturel, soit l'excédent des naissances sur les décès, sachant qu'en ce qui concerne la Russie dans son ensemble, les phénomènes migratoires n'ont pas joué de rôle, même s'il faut penser que quelques groupes d'habitants ont été transférés en provenance des pays de « démocratie populaire » limitrophes.

De toute façon, la version soviétique officielle a manifestement adapté les taux de croissance démographique aux chiffres de population totale se rapportant aux différentes années.

L'accroissement naturel est toujours élevé. Il l'était déjà en 1913 : 16,8, presque identique à ce qu'il est actuellement : 17,2. Par conséquent, ce n'est pas avec cette « pièce » ²³ pour feux d'artifice que la Russie d'aujourd'hui peut se vanter d'être passée du noir au blanc !

Quoi qu'il en soit, le phénomène est trop intéressant pour ne pas en parler. Nous voulons établir que ce sont les facteurs anti-socialistes qui, dans une structure sociale, maintiennent un fort taux d'accroissement naturel. Parmi eux, l'existence d'économies familiales et, en général, la connexion *famille - entreprise* sur laquelle repose toute la campagne russe, ainsi que le règne de l'institution

---

²³ Comme on dit une *pièce* d'artillerie.

familiale monogamique que jadis - mais qui s'en souvient aujourd'hui ? - même un socialiste à la petite semaine décrivait comme dépassée dans sa nouvelle société et que le Manifeste montre rongée de l'intérieur dans une économie purement capitaliste. Il y a ensuite la tendance à « produire des producteurs » qui naît de l'impulsion à accumuler, inéluctable dans toute économie marchande, et de la course à la surindustrialisation qui en découle.

De manière générale, toute économie dont la structure aiguillonne l'intérêt individuel aux dépens de l'intérêt social a pour effet l'accroissement de la population. L'instinct propriétaire conduit à celui de la possession sexuelle (au sens non pas physiologique mais économique) et aux institutions de l'héritage et de la famille qui favorisent la prolixité ; tout ceci va dans un sens que la révolution socialiste, selon notre attente, commencera à inverser, une fois mis en pièces les codes des Etats et des églises. Elle s'accompagnera de la limitation rationnelle des accouplements procréateurs, en rapport avec l'âge, la santé et une planification des activités qui ne soit pas une caricature et où, en premier lieu, les comptes se feront non plus en unités monétaires, mais en unités physiques, la première d'entre elles étant l'unité animal - homme.

La progression russe s'est effectuée comme suit. De 16,8 sous le tsarisme on passe aux étonnants 23,7 de 1926 résultant d'une natalité qui se maintient forte et d'une mortalité en repli. On peut en repérer la cause, sans risque d'erreur, dans la propagation effrayante et générale, avant la prétendue « collectivisation », des petites propriétés familiales dont le nombre, nous le savons, s'enfla, après la révolution, de 18 à 25 millions. Les données concernant la période favorable de 1928 à 1938 nous manquent et nous avons seulement celle de l'année de crise 1940 : 13,4, ce qui est faible. Nous ne savons rien de ce qui se passa pendant la guerre de 1939-45 et nous arrivons aux indices de 1950-55 : 17 pour mille environ. En considérant la population actuelle, l'année 1956 aurait dû afficher une croissance naturelle des Russes de 3 millions et demi.

Comparons avec l'Italie. L'excédent des naissances sur les décès était de 10,5 pour mille en 1901. Un maximum de 14,2 fut atteint en 1912. On peut alors mesurer les conséquences d'une *vraie* guerre : l'excédent *des morts sur les vivants* est de 6,5 en 1917, de 16,9 en 1918 ! En 1919, nouveau départ à 2,6 ; en 1920 on en revient aux maxima, avec 13,2, et le seul effet de la campagne nataliste du fascisme est de porter l'excédent à 9,7 en 1938 et 10,2 en 1939 !

Voilà, si l'on s'en tient aux résultats d'une étude qui n'est pas faite pour les tréteaux du théâtre, la valeur des consignes politicardes que le fascisme a léguées à la sotte Italie contemporaine. La natalité était de 30,7 en 1921 et de 23,6 en 1939. Nous savons par le déterminisme marxiste que la reproduction sexuelle ne dépend pas de décrets royaux ou républicains. Toute cette politique consista à fermer de l'intérieur la porte de l'émigration après nous l'avoir claquée au nez de l'extérieur, de même qu'aujourd'hui on nous la tient ouverte après nous avoir fait cadeau de l'anti-fascisme, bien plus beau parleur encore. Si on nous pardonne cette digression « bien de chez nous », nous dirons que l'excédent positif (qui en 1939 était revenu, nous l'avons dit, à 10,2) ne fut pas inversé par la guerre que menèrent nos belliqueux fascistes, comme ce fut tragiquement le cas lors de celle que menèrent nos pacifiques libéraux. 1940: 9,9 ; 1941: 7 ; 1942: 6, 2 ; 1943: 4,7; 1944: 3 ; 1945 (avec un tout petit quelque chose en plus) : 4,7. Tout cela positif, sans descendre au dessous de zéro comme en ces maudites années de carnage à l'Est, 1917 et 1918.

Et maintenant, *tout va très bien madame la marquise* ²⁴. Nous sommes horriblement trop nombreux, mais pour ce qui est de combler les vides, nous sommes imbattables. La série des excédents débute par un vigoureux 10,9 en 1946 (416 000 mariages ; maximum atteint en 1947 avec 438 000 ; minima intéressants en 1944 avec 215 000 et en 1917 avec 99 000 ; il faut aller étudier les fonctions de la mutation démographique et l'élaboration des tables de survie ²⁵ à l'époque bourgeoise !). Excédent, donc, de 10,9 qui baisse, jusqu'en 1954, comme suit : 10,8 - 11,3 - 9,9 - 10,3 - 10,0 - 9,9 - 9,1. Il semble que ça continue de baisser.

Concluons : nous avons le Pape, nous avons Togliatti, Nenni et Saragat, et pourtant on dirait que la construction du socialisme est plus avancée ici, en Italie, qu'en Russie !

Donc, après comparaison, nous avons envie d'admirer ce pays qui a su davantage freiner la croissance naturelle que ne le fait la Russie avec ses imposants 17,2.

---

²⁴ En français dans le texte.

²⁵ Tables numériques donnant le nombre d'individus restant en vie au-delà d'un âge donné.

Il n'y a qu'à revenir aux données de l'ONU pour repérer les bons élèves. Etats-Unis : 15,7. L'anti-socialisme russe est pour ainsi dire rattrapé. Japon : 11,9 : taux de type italien. Israël : 21 ! Ce sont eux qui ont inventé le dieu unique et la famille monogamique. Formose : 36,4 (fichtre!). Argentine : 15,7 ; c'est la dose russe de socialisme : ah Peron ! Venezuela : 35,7. Australie : 13,4. Nouvelle-Zélande : 17,8 : Russie, toujours la Russie ! France : 6,8. Angleterre : 4,2. Voilà les pays de capitalisme industriel avec lesquels la Russie ne rivalise pas encore. Allemagne de l'Ouest : 5,3.

Capitalisme développé plus densité voisine du maximum : voilà ce qui freine l'accroissement naturel. En Amérique du nord, on a un capitalisme puissant mais une *densité faible*.

La densité, aux Etats-Unis, n'est guère que de 21. En URSS de 8,9 mais de 28,1 en Russie d'Europe : l'émulation a bien lieu en matière de densité territoriale et, en toute logique, d'accroissement naturel. Dans les deux cas, le socialisme n'y est pas pour grand'chose.

Un simple coup d'oeil sur les pays européens évolués mais non surindustrialisés, du moins en volume : Belgique 4,8 - Hollande 14,1 - Norvège 10,2 - Suède 5 - Suisse 7 - Espagne 10,9 (type italien) - Yougoslavie 17,6. Cette dernière aussi peu socialiste que la Russie : tous les premiers nommés sont plus avancés.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

43.

Densité de population

[Retour à la table des matières](#)

Pour clore cette partie purement démographique, nous avons dû tenir compte de la distinction entre Russie d'Europe et Russie d'Asie. Rappelons les chiffres et le parallèle avec l'Italie. Superficie russe en millions de km² : 5,57 pour la partie européenne ; 16,83 pour la partie asiatique ; au total 22,40. Soit respectivement : 18,5 Italies – 56 Italies – 74,5 Italies.

Population russe en millions (1955) : 156,7 pour la partie européenne ; 43,5 pour la partie asiatique ; total : 200,2. Soit respectivement : 3,2 Italies - 0,9 Italie - et 4,1 Italies.

Densité russe en habitants au km² : partie européenne 28,1 ; asiatique 2,6 ; total 8,9. Densité italienne : 160. Soit 5,7 fois la Russie d'Europe, 61,5 fois celle d'Asie, 18 fois l'URSS.

Il faut remarquer en outre que même en Russie d'Europe les densités varient beaucoup. En 1939, tandis que l'ensemble de la Russie d'Europe se situe aux environs de 25, le tableau par régions se présente comme suit (selon le découpage de Pierre le Grand) : centre 89, sud-ouest 65, ouest 43, nord-ouest 30, nord 3, sud 72, sud-est 40, est 33.

Le degré d'industrialisation suit nécessairement la densité de population, bien que, dans ce domaine, l'État capitaliste obtienne des résultats différents de ceux du capitalisme libéral quant au choix des lieux où construire ses équipements ; en

contrepartie, on a affaire ici à un capitalisme unitaire, mais jusqu'à présent à extension purement nationale et interne ; ailleurs, à un capitalisme multiple mais dont le champ d'action est le monde entier.

Il faut faire une autre remarque. Les chiffres qui nous sont fournis pour tout ce qui se tient dans les limites de l'URSS, lient la courbe démographique – et, en gros, de la production – à l'accroissement naturel. En effet, l'échange de marchandises avec l'étranger est secondaire, et celui des populations, nul.

Ceci explique sa défaite stupéfiante et sans appel dans la confrontation avec l'Etat d'Amérique du Nord. Celui-ci s'est étendu à une vitesse extraordinaire, à la faveur de la puissante immigration venant de tous les pays du monde, même si son taux de croissance démographique n'était qu'à égalité avec celui de la Russie (mais dans les années 1920-30, il était bien inférieur). Il a donc rejoint puis dépassé l'Angleterre en lui arrachant la suprématie dans la production capitaliste. Il a pu en être ainsi parce qu'il a fait s'envoler la croissance de sa densité de population. Entre 1790 et 1950, le chiffre initial a été multiplié par 40. Dans le même temps, la Russie (d'Europe) l'a seulement quadruplé. Le rythme américain est dix fois supérieur à celui de la Russie. C'est seulement ainsi qu'on *rivalise* et enfin qu'on *triomphe*. Dans la période où la Russie s'est retranchée du monde, nous savons que sa population n'a gagné que 25,8 % ; l'américaine, nous l'avons dit, 64,2 % en 40 ans, ce qui équivaut à 70% en 43 ans. Le rythme, 1,70 et 126 étant dans le rapport de 1,35 à 1, est supérieur de 35 %. Rivaliser est hors de portée et l'écart doit nécessairement se creuser avec le temps.

La raison de ce phénomène indiscutable est la *fermeture* que la révolution s'est imposée à elle-même (et elle était mortelle) à partir du moment où la doctrine isolationniste de Staline frappa à mort l'internationalisme de Trotski-Zinoviev-Lénine.

Un autre coup terrible porté au passage de la Russie, non de la Russie socialiste, expression dénuée de sens, mais de la Russie industrielle naissante, à la forme capitaliste, fut celui de la perte épouvantable subie en louant la masse de la population russe militarisée au capitalisme impérial de l'Occident.

Le tsar immola 23 millions de vies à l'Entente, la politique stalinienne en a immolé autant à la même alliance, ce qui a rogné les ailes à toute espérance que la révolution capitaliste russe puisse un jour rattraper l'américaine. La Russie est

même condamnée à ne faire que jeter les « bases » industrielles du socialisme, si une révolution ne vient, de l'extérieur ou de l'intérieur, ouvrir et forcer toutes les brèches du « rideau », ou si une guerre impérialiste ne s'en charge, dans le droit fil de la paix impérialiste d'aujourd'hui.

46 millions d'hommes, comparativement à 200, représentent un potentiel supplémentaire de 23 %. Ou même davantage. Les 23 millions perdus en 1916 seraient aujourd'hui 44 en considérant l'accroissement naturel de 17% commun aux deux adversaires. Les 23 millions perdus en 1943 seraient 28 au bout de 12 ans, soit en tout 72 millions ; et sur 200 cela fait 36 %. Pour rattraper un tel accroissement de population, avec un taux annuel de 17%, il faut environ 18 ans.

Le double coup manqué du tsar d'abord, puis de Staline, a fait cadeau au capitalisme de l'Ouest de 18 ans d'avance sur celui de l'Est.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

44.

L'urbanisation

[Retour à la table des matières](#)

Un autre phénomène sur lequel toute la presse prosoviétique s'appesantit avec force, dans le but constant de démontrer qu'ont eu lieu des changements suffisamment profonds et novateurs pour qu'on ne puisse les expliquer que par l'apparition sur la terre du socialisme intégral, est l'augmentation de la population urbaine par rapport à la population totale.

Cet argument doit être distingué de celui du changement de composition sociale de la population russe, qui nous entraîne sur un terrain encore plus délicat quant à l'interprétation de statistiques dont l'origine est diverse.

Il n'est pas facile de trouver le moyen de distinguer la population urbaine de celle de la campagne, et cette distinction ne correspond pas toujours à celle qu'on peut faire entre population se livrant à l'agriculture d'une part, à l'industrie, aux services publics économiques et administratifs d'autre part.

Quel est le minimum de population d'une localité pour qu'on puisse la considérer comme zone urbaine ? La statistique russe semble fixer la limite à 10 000, qui est plutôt la limite... zéro. Mais il est douteux aussi que la population vivant dans des centres de plus de 10 000 habitants se consacre dans sa totalité à des activités non agricoles. Ceci peut être le cas lorsque tous les paysans vivent dans des maisonnettes ou des masures dispersées çà et là dans les campagnes, et il en était ainsi dans certaines régions russes. Il est possible que tel était le cas de la

campagne française, à l'époque de la grande révolution, avec sa constellation de petits villages. Mais, pour prendre l'exemple d'un pays au capitalisme séculaire (qui stagne ultérieurement), doté d'une grande capitale et d'un centre étatique unique, comme l'Italie méridionale, qui se présenta sous cet aspect depuis l'époque de Frédéric de Souabe, au XII^e siècle, les paysans y vivaient déjà dans de grandes cités manufacturières à partir desquelles ils essaïmaient tous les jours pour aller travailler dans les campagnes, et il en est toujours ainsi. Selon ce critère, l'Italie méridionale, les Pouilles et la Sicile en particulier, auraient une forte population urbaine et une faible population rurale, ce qui est contraire à la vérité.

Jusqu'à présent, nous parlons de population réelle – y compris les femmes, les vieillards et les enfants – et non de la catégorie ultérieure de population active où ne sont enregistrés que ceux qui ont une activité laborieuse, ce qui fait surgir aussitôt de nouvelles distinctions que nous examinerons plus loin.

Si nous en restons à la répartition entre population rurale et urbaine et acceptons les chiffres tels qu'ils nous sont donnés dans les documents consultés, nous nous trouvons confrontés au schéma suivant. En 1913, la population urbaine était de 28 millions contre 131 millions de ruraux, soit respectivement 17,6 et 82,4 % sur un total connu de 159 millions.

En 1938, les chiffres sont : 56, 115 et un total de 171 millions ; nous sommes passés à 32,7 et 67,3 %. L'indice d'urbanisation a presque doublé en 25 ans : 186 contre 100. En 1940, après les annexions, ils seraient respectivement : 61 et 131, soit 192 millions. Donc, 31,8 et 68,2 %, avec un léger recul. En avril 1956, on nous indique 87 et 113 avec un total de 200 millions, soit 43,5 et 56,5 %. En 43 ans, le taux d'urbanisation est passé de 17,6 à 43,5 % et a donc été multiplié par deux et demi, indice 287 contre 100 en 1913.

Serait-ce là un phénomène tellement inouï sur le plan quantitatif et sans précédents historiques, qu'il faille convoquer le socialisme pour l'expliquer ?

Nous disposons d'une statistique américaine dont la source est le Statistical Abstract U.S. 1953 édité par le bureau fédéral de recensement. De 1790 à 1830, la population urbaine est peu nombreuse et croît lentement : il s'agit d'une colonisation de pionniers ruraux et non d'entrepreneurs de l'industrie ; ce qui donne en pourcentage : 5,0 - 6,0 - 7,0 - 7,2 - 8,7. A partir de là, le phénomène est amorcé et en 1870 le pourcentage est de 25. En 40 ans, donc, la variation de 8,7 % à 25 est

dans un rapport de 100 à 287, supérieur à l'évolution russe sur 43 ans : de 100 à 247. Bien sûr, le phénomène se poursuit pendant les 40 années suivantes mais l'accroissement est plus faible : de 25 % en 1870 on passe à 45,1% en 1910, soit de 100 à 180. De 1910 à 1950, on passe de 45,1% à 61,5%, soit de 100 à 136.

D'ailleurs, le niveau d'urbanisation de l'Amérique (mesuré *certainement* au moyen de critères plus sévères que le seuil de 10 000 habitants) est plus élevé aujourd'hui que le russe : 61,5 % contre 43,5% à l'actif de la ville.

Où est le phénomène mirobolant qui ne s'expliquerait que par le *socialisme* ? Ou alors par le même type de socialisme que celui qui règne en Amérique ?

Si nous choisissons dans ces séries statistiques une année américaine présentant le même pourcentage urbain que 1913 en Russie (17,5), nous trouverions 1855. 43 ans après, en 1898, il était sensiblement supérieur : 38,5. La courbe du phénomène n'est pas éloignée de la russe, les 43,5 russes ne différant guère des 38,5 américains. En fait, l'actuel pourcentage russe correspondrait à l'année 1906 en Amérique. Par conséquent, selon l'évolution de cet aspect de la société, autour duquel on mène grand tapage, il peut encore se passer exactement 50 ans de capitalisme inexorable en Russie avant que celle-ci atteigne un niveau équivalent à celui de l'Amérique actuelle ! Mais toujours en jetant les « bases » du socialisme.

Autre exemple de banqueroute de la « construction du socialisme ». Lénine a dit que le communisme n'est pas construit par les mains des communistes. Fortes paroles. Les mains des communistes (ceux d'un lointain passé) peuvent, tout au plus, *construire des statistiques*.

Pour l'Italie, nous avons une statistique de l'ISTAT qui donne la population de toutes les communes de plus de 30 000 habitants en 1951, lesquelles regroupaient alors 35,1 % de la population totale. En 1901, elles en regroupaient 26,8 % ; en 50 ans, on était passé de l'indice 100 à 131.

Nous ne pouvons comparer cette statistique à celle des Russes qui inclut les très petits centres de 10 000 habitants, en raison aussi de l'origine ancienne des cités « bourgeoises » en Italie qui remonte à l'an mille, fait bien connu du marxisme dès le Manifeste des Communistes. Toutefois, nous disposons d'une donnée russe portant sur la situation actuelle d'après laquelle les 84,6 millions qui, en janvier 1955, résident dans les villes de 10 000 habitants et plus, se répartissent ainsi : moins de 10 000 habitants, 11,9 millions. De 10 à 20 000, 9,3 millions. De

20 à 50 000, 13,3 millions. Nous pouvons donc soustraire des 84,6 millions 11,9, 9,3 et peut-être 5 millions pour en arriver aux villes de 30 000 habitants. Soit en tout 26,2 millions, il en reste 58,4 qui résideraient dans des villes de plus de 30 000 habitants. Le pourcentage calculé à l'italienne serait de 31 %. Par conséquent, d'après cet aperçu, le cours de l'urbanisation capitaliste en Russie a rejoint celui de la bourgeoise Italie où elle a débuté tant de siècles auparavant.

Nous disposons aussi pour la Russie de chiffres tirés du Manuel de Lino Capuccio (1940) édité, à l'époque fasciste, par l'Institut pour les études de politique internationale. Le pourcentage d'urbanisation en Russie d'Europe aurait été de 2,5 % en 1724, 4,1 en 1796, 7,8 en 1851, 12,8 en 1897, 18,1 en 1910. L'évolution avait donc commencé bien avant la révolution de 1917 et le phénomène sautait déjà aux yeux : en 59 ans (1851-1910) l'indice passe de 100 à 232, ce qui est considérable en régime politique précapitaliste.

Encore une autre vantardise, un autre bluff qui se dégonfle. Quand le socialisme pénétrera la structure sociale, un symptôme fondamental sera celui sur lequel Marx et Engels ont tant insisté : les villes éclateront progressivement en zones bâties plus petites, la densité territoriale urbaine chutera et les masses agglomérées se répandront, pour y résider, sur l'ensemble du territoire qu'on nomme aujourd'hui rural : ce sera le véritable renversement du phénomène auquel nous assistons en Russie et ailleurs.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

45.

La population active

[Retour à la table des matières](#)

Une première opération est de distinguer, au sein de la population totale, la fraction qui se consacre à la production, la population *active*. Il faut en exclure les enfants, les vieillards, les femmes de la ville qui ne s'occupent que de tâches ménagères, les invalides, les prisonniers, les militaires, du moins ceux qui n'ont pas de profession. C'est fait de manière très variée dans les différents pays du monde.

Même après recensement de la population active, il n'est pas facile, si on la divise en catégories, de la relier à la population totale, elle aussi subdivisée. La division en catégories peut être faite de deux manières : par profession ou bien par secteur d'activité économique.

Le premier critère n'offrirait qu'une statistique des métiers, le second, celle des fonctions effectivement exercées dans l'économie. Mais le critère le plus intéressant aux yeux des marxistes et que les statistiques actuelles introduisent de manière fallacieuse, est celui des « classes » qui distingue l'employeur, le travailleur indépendant et celui payé au temps. Une quatrième catégorie s'y ajoute : les travailleurs qui, sans rémunération particulière, ont une activité dans une petite entreprise familiale de production.

Après construction de ces groupes dans la population active, il n'est pas aisé d'isoler parmi eux, et donc dans la population totale, les inactifs. On ne peut se fier à la classification par chef de famille, puisqu'il est très possible, surtout dans

les villes, que les membres de la famille aient été recensés dans d'autres secteurs, professions ou types sociaux. Sous le socialisme, on ne fera pas de recensement par chef de famille !

A ce stade, la propagande russe, par une confusion difficile à démêler, prétend en arriver immédiatement à la division en classes sociales, dans le but de démontrer que la société russe de 1956 se décompose en classes de manière toute différente qu'en 1916. En effet, un petit tableau schématique de cette distribution universellement répandue, traditionnelle et (remarquablement) agencée, présente les rubriques suivantes :

1913	Propriétaires, bourgeois, commerçants et Koulaks	16,3 %
	Ouvriers et employés	17,0 %
	Coopérateurs et kolkhoziens	0,0 %
	Agriculteurs et artisans indépendants	66,7 %
1955	Propriétaires et assimilés	disparus
	Ouvriers et employés	58,3 %
	Kolkhoziens et coopérateurs	41,2 %
	Paysans et artisans indépendants	0,5 %

En 1928, les paysans libres voient leur pourcentage croître de 66,7 à 74,9 % et, en 1937, s'effondrer à 5,9 %. Les kolkhoziens et assimilés font leur apparition en 1928 avec 2,9 % ; en 1937, ils représentent 57,9 % puis chutent jusqu'aux 41,2 % déclarés aujourd'hui. Ce ne fut pas une collectivisation, mais une « création ex nihilo ».

Nous avons fait la critique, dans ce qui précède, de cette évolution et de sa traduction statistique. Donnons maintenant quelques précisions importantes.

Nous allons analyser, selon nos propres critères, la relation entre les pourcentages de population active et les chiffres de la population totale. Mais les tableaux de l'annuaire soviétique opèrent cette correspondance de manière inadmissible : 117 millions d'ouvriers et employés, intégrés à leurs foyers familiaux - 82 mil-

lions de kolkhoziens avec leur famille - 1 million de paysans libres. Total de la population rurale : 83 millions ; total général : 200 millions.

On ne peut tirer de ces chiffres la grandeur de la population active ni son pourcentage par rapport au total. Nous avons affirmé qu'ils donnent une idée fausse de la répartition par secteur économique : en Russie, la paysannerie qui représentait 77,8 % en 1928, occupe toujours une place importante, non inférieure à 58 %, ne laissant que 42 % aux non paysans, et non l'inverse comme en fait étalage l'annuaire soviétique (nous le démontrerons). Puis nous avons montré qu'en Italie la population rurale était plus réduite, et considérablement plus encore dans d'autres pays de capitalisme avancé tels que l'Angleterre et l'Amérique.

En effet, n'y était pas mise en évidence, et nous l'avons déploré, *la population affectée aux sovkhoses et aux autres activités agricoles d'Etat, extérieures aux kolkhoses.*

Il est possible de mener une enquête plus ample, non pour corriger les données soviétiques par d'autres (qui feraient complètement défaut) mais en analysant mieux celles de l'annuaire gouvernemental.

La proportion d'« ouvriers et employés », à savoir ce qu'on appelle *travailleurs dépendants* dans les autres pays, même si en Russie ils dépendent presque tous de l'Etat, proportion exprimée dans ces grossiers et hypothétiques 58,3 %, est ensuite décomposée en sous-groupes rassemblant 57 % des actifs.

31 % travaillent dans l'industrie. 6% dans les transports et les communications. 5 % dans le commerce. 9 % dans l'éducation et la santé publique. Enfin, 6% sont des employés d'Etat ou membres de professions libérales. On trouve aujourd'hui d'autres statistiques plus détaillées sur ce grand groupe et qui donnent les chiffres effectifs au lieu des pourcentages. Le total est de 48,4 millions correspondant, en gros, aux 57 % et représentant l'ensemble des secteurs d'activité économique cités, ce qui nous permet d'établir que toute la population active, qui est notre objet de départ, s'élève à 84,9 millions et représente 42,5 % de la population totale.

Disposant de cette première donnée, que confirment d'autres comparaisons, nous pouvons la confronter à d'autres concernant l'étranger. En Italie, la population active, représentant en 1951 41,3 % de l'ensemble, est estimée à 19 639 000.

En 1955, le chiffre est de 21 547 000, soit 45 %, sensiblement plus que le taux russe.

Au recensement très bien mené de 1936, la population active était de 17 943 000 sur 42,9 millions, soit 41,8 %.

Aux Etats-Unis, en 1954, la population active est estimée à 60 millions sur 162,4 millions, soit 37 % seulement.

Selon d'autres sources, elle était montée, en 10 ans, à partir des 55 millions de 1943 à 60 508 000 en 1953. En 1950, elle s'élevait à 59 757 000 sur 150,7 millions d'habitants, soit un pourcentage de 39,7.

En Europe, le pourcentage de population active tourne autour de 45 % ; par conséquent, on ne doit attribuer aucune signification particulière à la proportion russe estimée à 42,5 %. Société bourgeoise en bonne et due forme.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

46.

Secteurs économiques

[Retour à la table des matières](#)

On classe la population active en la répartissant tout d'abord entre les secteurs de l'économie. Au recensement italien de 1936, on créa les groupes suivants : agriculture, chasse et pêche, industrie, transports et communications, activités et professions libérales, administration publique.

Ce qui nous importe ici est la distinction entre l'agriculture et toutes les autres activités. En 1936, l'agriculture occupait 8,689 millions d'actifs, soit 48,4 % d'entre eux. En 1954, 39,7 % seulement, selon l'annuaire de l'ONU : 8,468 millions sur 21,342.

Si donc nous suivions, sans autre examen, la classification russe, l'Italie se situerait au même degré de l'évolution qui transforme un pays agricole en pays industriel, étant donné que son pourcentage de population paysanne, sur lequel insistent les Russes, est de 43 % de la population active et de 41,7 % de la population totale.

Comme nous l'avons déjà dit, dans la catégorie de tous les ouvriers et employés qui constituent 57 % de la population active et sont au nombre de 48,4 millions, il se trouve que ceux qui sont affectés aux sovkhozes ne sont que 2,8 millions et, aux stations de machines et de tracteurs, 3,1 millions. Avec ce seul ajout, on arriverait, entre les kolkhoziens, les paysans libres et les deux groupes

cités, à un nombre d'actifs agricoles de 42,4 millions sur 84,9, soit 50 % presque exactement (49,9), qui dépasse de beaucoup les 40 % de l'Italie.

Il n'est pas juste, en effet, d'exclure de la population active agricole les travailleurs des sovkhozes et des SMT pour la seule raison qu'*ils sont des ouvriers ou des employés*. Ils participent à la production agricole et exercent leur activité dans les campagnes.

Si, dans le cas de l'Italie, on voulait déduire de la population active agricole ceux qui sont *employés salariés*, il faudrait tenir compte du fait que les ouvriers agricoles et journaliers y sont en nombre considérable. En 1936, ils étaient 2 178 000, soit 25,1 % de la population active agricole qui, sans eux, se serait réduite non pas à 40, mais à 30 % de la population active totale, et ce serait donc ce dernier chiffre qu'il faudrait comparer aux fameux 41,7 % russes.

Selon les chiffres de 1954, les salariés agricoles sont 1 957 000, lesquels retranchés des 8 468 000 de la population agricole, réduisent cette dernière à 6 511 000, soit 30,6 % de la population active totale. Malgré la *réforme* exaltée, ici, par les gobeurs de blagues russes, le glorieux prolétariat agricole est bien vivant !

N'insistons pas sur le « maigre » bilan que présente la Russie dans son évolution de pays agricole à pays industriel si on compare sa population agricole, dans son rapport à la population active totale, à celle des autres Etats d'Europe et d'Amérique.

Mais nous pensons qu'il ne suffit pas d'élever ce taux de 41,7 à 49,9 %, comme nous l'avons fait, ni que serait insuffisant le chiffre de 36,5 millions de travailleurs kolkhoziens répartis, selon les statistiques russes, entre 31,8 millions travaillant dans la partie collective de l'économie kolkhozienne et 4,7 autres millions, membres de la famille ne travaillant que dans la petite exploitation.

Dans la statistique des familles kolkhoziennes, leur nombre reste stable (!) pour les années 1953, 1954 et. 1955 : 19,7 millions, en baisse par rapport aux 20,5 millions de 1950 et en augmentation par rapport aux 18,1 de 1937. Comment peut-on expliquer qu'en 1937, le pourcentage de kolkhoziens actifs était estimé à 57,9 % pour diminuer jusqu'à 41,2 en 1955 ?

Les membres actifs de la famille kolkhozienne devraient être moins nombreux pour expliquer comment, le nombre de familles croissant de 8,8 %, celui des travailleurs actifs aurait baissé de 28,8 % ! On prétend que le restant travaille hors du kolkhoze et a donc été *inscrit sous la catégorie « ouvriers et employés »* : mais il est difficile d'admettre qu'une telle masse n'habite plus dans les maisons kolkhoziennes et ne soit plus comptabilisée dans la famille rurale avec son chef kolkhozien.

Le compte exact peut être établi comme suit : nous savons que la famille kolkhozienne comporte en moyenne 4,8 personnes ; par conséquent, les invariables 19,7 millions de foyers kolkhoziens regroupent une population agricole de 94,6 millions. Les paysans libres sont estimés à 1 million ; étant donné le taux de 0,42 % de la population active totale, ils devraient être 1,2 million et, selon la composition de la famille paysanne, 2,4 millions. Mettons 2 millions. Si les 5,9 millions d'actifs agricoles non kolkhoziens (sovkhozes et SMT) sont, par rapport à l'ensemble de la population de ce secteur, comme 42,5 est à 100, on obtient 14 millions supplémentaires. Le total est de $94,6 + 2 + 14$, soit 110,6 millions de personnes affectées à l'agriculture, ce qui concorde avec les 113 millions déjà cités de population non urbaine. Nous ne nous trompons donc pas en accordant 58 %, proches de 56,6, aux ruraux et 42 %, ou si l'on veut 43,4, aux citadins, rejetant ainsi la Russie vers le modèle agricole et non industriel.

Troisième partie :
Les graves vicissitudes historiques de la mort de Lénine à nos jours

47.

La traditionnelle morsure du serpent

[Retour à la table des matières](#)

Admettons un instant que la population non rurale se conforme vraiment à la proportion tant vantée de 58,3 % d'ouvriers et d'employés et dont on prétend que le nombre est passé de l'indice 100 en 1913 à 433.

En ce qui nous concerne, nous ne sommes pas à l'affût des commérages sur la minorité de dirigeants, ingénieurs et fonctionnaires aux appointements élevés, dans le but de réduire le nombre de ceux qui ont été prolétarisés et versés dans l'armée industrielle. Nous sommes fidèles à notre méthode centrée sur le rapport de production qui s'est installé entre le kolkhozien et l'ouvrier de la ville.

Revenons au tableau du paragraphe 34 qui enregistre la production, de céréales et à notre méthode consistant à diviser la masse de la récolte par le nombre de non-kolkhoziens qui reçoivent leur blé de la campagne. En-1928 les habitants des villes représentent 22,2 % des actifs ainsi que de la population totale – si notre raisonnement précédent est juste. Les villes comptaient 32 millions d'habitants qui se partageaient les 732 millions de quintaux de céréales : 23 quintaux par habitant.

En 1937, la récolte s'élève à 1 203 millions, mais les citadins représentent 36,2 % des 171 millions de Russes, soit 62 millions : 19 quintaux, environ, pour chacun. Première réduction.

En 1955, la récolte atteint 1 500 millions de quintaux. Mais la population urbaine, avec ses fameux 43,4 %, s'élève à 87 millions. Chacun ne reçoit que 13 quintaux. Et si les kolkhoziens sont devenus si peu nombreux, le mieux pour eux est de se partager, en plus du pain, la production accrue de poulets, d'oeufs, de lait et de viande de porc.

Messieurs, il est inutile de vouloir nous faire avaler que la Russie s'est prolétarisée à une vitesse stupéfiante. En entassant la population agricole dans les villes et les usines, on n'augmente pas la part de socialisme déjà réalisée, mais seulement *le taux d'exploitation des salariés de l'Etat*, quelle que soit leur place dans la hiérarchie des rémunérations, par la classe des entrepreneurs familiaux ; celle-ci, du fait de son caractère hybride qu'on voudrait consolider en tant que forme d'avenir, concrètement définie, devient le fondement d'un nouveau privilège de minorité sur lequel le facteur décisif de la concentration en peu de mains n'a plus de prise, ce qui sape toute possibilité de victoire de l'intérêt social sur l'individuel, seule voie non charlatanesque vers le socialisme.

FIN